



CTB



RAPPORT FINAL

PROGRAMME « AUGMENTATION DES REVENUS MONETAIRES DES FEMMES DE LA REGION DE DOSSO – PHASE II »

ARMFD II



VALIDE PAR SMCL DU 24.01.14

TABLE DES MATIERES

FICHE D'INTERVENTION	5
PREAMBULE	6
APPRECIATION GENERALE.....	7
PARTIE 1 : RESULTATS ATTEINTS ET ENSEIGNEMENTS TIRES	8
1 APPRECIATION DE LA STRATEGIE D'INTERVENTION.....	8
1.1 CONTEXTE	8
1.2 CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS DANS LA STRATEGIE D'INTERVENTION	9
2 RESULTATS ATTEINTS	11
2.1 MATRICE DE MONITORING	11
2.2 ANALYSE DES RESULTATS	13
DURABILITE.....	21
3 APPRENTISSAGE	24
3.1 ENSEIGNEMENTS TIRES	24
3.2 RECOMMANDATIONS	26
PARTIE 2 : SYNTHESE DU MONITORING (OPERATIONNEL).....	27
1 SUIVI DES DECISIONS STRATEGIQUES PRISES PAR LA SMCL	28
2 DEPENSES	30
3 TAUX DE DECAISSEMENT DE L'INTERVENTION.....	34
4 PERSONNEL DE L'INTERVENTION.....	35
5 MARCHES PUBLICS	37
6 ACCORDS D'EXECUTION	42
7 ÉQUIPEMENTS	45
8 CADRE LOGIQUE ORIGINAL TIRE DU DTF :	49
9 MATRICE DE MONITORING COMPLETE.....	55

ACRONYMES

ADT	Allégement des Tâches
AGR	Activités Génératrices de Revenus
ANIP	Association Nigérienne des Institutions Professionnelles de la micro finance
ARMFD	Augmentation des Revenus Monétaires des Femmes de Dosso
ASCN	Appelé du Service Civique National
AT	Assistance Technique
BC	Banque Céréalière
BI	Boutiques d'intrants
CCA	Cellule de Coordination et d'Appui (ARMFD II) — niveau de la région
CCPF	Comité Communal pour la Promotion de la Femme
CDE	Convention sur les Droits de l'Enfants
CEDEF	Convention pour l'Elimination de toutes les formes de Discrimination à l'Egard de la Femme
CFPF	Centres de Formation et de Promotion des Femmes
CPEC	Caisse Populaire Epargne et Crédit
CILSS	Comité Inter Etat de Lutte contre la Sécheresse
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CRS	Catholic Relief Services
CTB	Coopération Technique Belge
FA	Foyers améliorés
DAI/RP	Direction des Archives, de l'Information et des Relations Publiques (du MPF/PE)
DPF	Direction de la Promotion de la Femme (du MPF/PE)
DDPF/PE	Direction Départementale de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant (du MPF/PE)
DEP	Direction des Etudes et de la Programmation (du MPF/PE)
DL/MPF/PE	Direction de la Législation (du MPF/PE)
DPE	Direction de la Protection de l'Enfant (du MPF/PE)
DPV	Diagnostic Participatif Villageois
DRFM	Direction des Ressources Financières et du Matériel (du MPF/PE)
DRH	Direction des Ressources Humaines (du MPF/PE)
DRPF/PE	Direction Régionale de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant
DR-PFPE	Direction régionale — Promotion de la Femme et Protection de l'Enfant
DS	Direction de la Statistique (du MPF/PE)
DTF	Dossier Technique et Financier
EP	Equipe du Programme
FARA	Fonds d'Appui à la Recherche- Action (ARMFD I)
FEDIM	Fonds de démarrage et d'innovation des Micro-entreprises (ARMFD II)
FR	Femmes Relais
GF	Groupements Féminins
GERME	« Gérez Mieux votre entreprise »
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GRA	Groupe de recherche-action
GS	Groupe de Solidarité
IEC	Information, Education, Communication
IGN	Initiative Genre au Niger
IGS	Inspection Générale des Services (du MPF/PE)

IMF	Institution de Micro finance
IOCA	Institutional and Organizational Capacity Assessment
IOV	Indicateur Objectivement Vérifiable
MAT/DC	Ministère de l'Aménagement du Territoire et Développement Communautaire
ME/LCD	Ministère de l'Environnement et Lutte contre la Désertification
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MEIA	Ministère de l'Elevage et des Industries Animales
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MH	Ministère de l'Hydraulique
MP/PF/PE	Ministère de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant
MSP	Ministère de la Santé Publique
OFS	Organisation/Formation/ Sensibilisation
OMD	Objectifs du Millénaire de Développement
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
ONPF	Observatoire National de la Promotion de la femme
ONPG	Observatoire National de la Promotion du Genre
OP	Organisation Paysanne
PAC	Programme d'Actions Communautaires
PAMED	Programme d'appui à la mise en place des entités décentralisées de la région de Dosso
PAR-SDR	Plan d'Action Régional - SDR
PDC	Plan de Développement Communal
PDDE	Programme Décennal de Développement de l'Education
PMD	Programme Multisectoriel de la région de Dosso
PNG	Politique Nationale Genre
PNPE	Politique Nationale de la Protection de l'Enfant
PPBS	Système de Planification-Programmation-Budgétisation
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PREG	Programme de Renforcement de l'Equité de Genre
PSSA	Programme Spécial Sécurité Alimentaire
PSP	Programme Spécial du Président
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RG/A/C	Recensement Général Administratif des communes
SAFEM	Salon Artisanal de la Femme
SCPF/PE	Service Communal pour la Promotion de la Femme et la Protection de l'Enfant
SDR	Stratégie de Développement Rural
SDRP	Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté
SG	Secrétaire Général (du MP/PF/PE)
SEJUP	Service Educatif, Judiciaire et Préventif de la démission parentale
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
SNU	Système des Nations Unies
ST	Services Techniques
STD	Services Techniques Déconcentrés
UMEC	Union des Mutuelles d'Epargne et de Crédit
UEH	Unités d'Extraction d'Huile d'arachide
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
ZIP	Zone d'intervention du programme

Fiche d'intervention

Nom de l'intervention	Programme "Augmentation des Revenus Monétaires des Femmes de Dosso, Phase II" (ARMFD II)										
Code de l'intervention	NER 08 028 11										
Localisation	Dosso / NIGER										
Budget	Contribution belge : 4.607.160 € selon la CS 4.350.805 € après aménagements.										
Institution partenaire	Ministère de la Population de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant (MPPF/PE).										
Date de démarrage de l'intervention/Ouverture du comité de pilotage	21/06/2010										
Date de fin de la convention spécifique	10/01/2014 (fin anticipée de la CS)										
Groupes cibles	Les femmes et les groupements féminins de la région de Dosso.										
Impact ¹	La situation socio-économique des femmes dans la région de Dosso est améliorée.										
Outcome	La promotion équitable du potentiel et de la position de la femme et de l'homme au sein de l'économie du ménage et dans l'économie de marché.										
Outputs	1. Les rendements, la productivité et la qualité des productions réalisées par les femmes sont accrus.										
	2. Les femmes ont davantage accès aux services financiers.										
	3. Les tâches des femmes sont allégées.										
	4. Les femmes sont formées et leurs compétences organisationnelles sont renforcées.										
Budget total de l'intervention	<table> <tr> <td>Contribution belge :</td> <td>4 607 160 € selon la CS</td> </tr> <tr> <td>+ Reliquat ARMDI :</td> <td>43 645 €</td> </tr> <tr> <td>- Transfert à AI Genre :</td> <td>300 000 €</td> </tr> <tr> <td>Total :</td> <td>4 350 805 €</td> </tr> <tr> <td>Contribution nigérienne :</td> <td>625 855 €.</td> </tr> </table> Dont : Cogestion : 3 473 160 €. Régie : 834 000 €.	Contribution belge :	4 607 160 € selon la CS	+ Reliquat ARMDI :	43 645 €	- Transfert à AI Genre :	300 000 €	Total :	4 350 805 €	Contribution nigérienne :	625 855 €.
Contribution belge :	4 607 160 € selon la CS										
+ Reliquat ARMDI :	43 645 €										
- Transfert à AI Genre :	300 000 €										
Total :	4 350 805 €										
Contribution nigérienne :	625 855 €.										
Période couverte par le rapport	21 juin 2010 au 31 décembre 2013.										

¹ L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

Préambule

Suite au constat de l'absence de résultats significatifs lors de l'évaluation à mi-parcours, à l'impossibilité de pouvoir encore obtenir des résultats dans les délais restant pour la mise en œuvre de l'intervention et sans perspective de prolongation, il a été décidé par la partie belge de mettre fin anticipativement au projet ARMFD II.

Pendant la phase de mise en œuvre, l'équipe du programme a été renouvelée et l'assistante technique internationale co-responsable a quitté ses fonctions le 31 mai 2013. Par la suite, les responsabilités qui lui incombait ont été déléguées à la Chargée de Programme (PO) de la Représentation de la CTB au Niger.

Du fait des changements dans la composition de l'équipe chargée de la mise en œuvre du programme, ce rapport final est le résultat d'un travail d'équipe impliquant, à l'exception du Responsable National, des acteurs qui n'ont pas été présents du début à la fin de l'intervention.

Appréciation générale

Description de l'appréciation générale	Description de l'appréciation générale
<p>Le Programme ARMFD II a été confronté à plusieurs contraintes dont entre autres l'instabilité des membres de la CCA, des agents de terrain (agents communaux) qui ont sérieusement limité la mise en œuvre des activités en faveur des femmes groupes – cibles.</p> <p>Néanmoins, il faut souligner la réalisation des activités de renforcement des compétences organisationnelles des femmes (les formations GERME, l'élaboration d'un plan de renforcement des capacités des unions féminines et la réalisation de deux campagnes d'alphabétisation).</p> <p>Dans le cadre de la continuité, il s'avère nécessaire d'assurer la poursuite de l'intervention en faveur des femmes de la région par la mise en place de micros projets productifs et des infrastructures d'allègement des tâches ainsi que l'accompagnement des femmes dans les 3 filières économiquement porteuses : à savoir l'arachide, le niébé et le sésame.</p>	<p>Le programme a hérité d'un passé lourd concernant certains résultats de la phase I, notamment sur les équipements ADT acquis qui se sont révélés inadaptés aux besoins des utilisatrices pour la plupart et obsolète pour d'autres. Des réhabilitations ont été financées par le programme afin de rendre opérationnel ces équipements. Egalement un gros effort a été fait par le programme dans le cadre du suivi de la récupération des lignes de crédit de la 1ère phase.</p> <p>Les anciens groupements et les femmes leaders formés ont constitués le pilier le démarrage des actions du programme. La redynamisation des unions communales a été effectuée et celle des CCPF était en cours de réalisation.</p> <p>Plusieurs formations ont été réalisées pour les femmes et ou leur représentantes. Des microprojets ont été réalisés dans une perspective de continuité des actions.</p>
Notation de l'appréciation générale	Notation de l'appréciation générale
<p>Les résultats du Programme ont été très insatisfaisants au regard de ceux escomptés.</p>	<p>Bien que les résultats ont été insatisfaisants globalement, il y' a quand même eu des actions positives surtout dans le domaine du renforcement des capacités des organisations locales. Ceci a permis de maintenir les effets obtenus lors de la 1ère phase du programme et de consolider les acquis en matière de connaissances des thèmes techniques et la capacité accrue de leur leadership</p>
Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution CTB
<p>Hamadou ADAMOU Directeur Régional de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection des Enfants, Dosso (DRP/PF/PE).</p>	<p>Hadiza Rhissa Mme Boubacar Chargée de Programme et Co- responsable ai pour la CTB</p>

PARTIE 1 : Résultats atteints et enseignements tirés

1 Appréciation de la stratégie d'intervention

1.1 Contexte

Le Programme « Augmentation des Revenus Monétaires des Femmes de Dosso – Phase II » (Juin 2010- décembre 2013) est un Programme de coopération bilatérale directe entre le Gouvernement du Niger et le Royaume de Belgique.

Il est une suite logique du Projet du même nom exécuté en 2003 - 2008 (les activités sont inspirées de cette 1ère phase) et vise à améliorer la situation socio-économique des femmes dans la région de Dosso et plus spécifiquement de promouvoir équitablement «le potentiel et la position de la femme au sein de l'économie du ménage et dans l'économie de marché » (Objectif spécifique).

La zone d'intervention du Programme couvrait 15 communes dans les 5 départements de Dosso. Aux 120 villages de la première phase s'est ajouté 121 nouveaux villages. Environ 36 000 femmes constituaient la « cible finale » du programme.

Le programme a démarré en 2010 au moment de la période de transition politique au Niger. L'arrivée de l'ATI a été retardée du fait des implications politiques de cette situation de transition. Afin de ne pas pénaliser le lancement de l'intervention, un bureau d'études a été recruté par la CTB pour procéder aux activités de démarrage du programme.

Cette période a également été caractérisée par des incertitudes au niveau national et au niveau des communes.

Il est à noter que le démarrage du projet d'appui institutionnel au Ministère de la population, promotion de la Femme et Protection de l'Enfant a également été retardé du fait de la situation politique qui prévalait à ce moment et a ainsi introduit dès le départ un biais dans le fonctionnement de l'articulation entre le niveau institutionnel et le niveau terrain tel que cela était prévu dans la montage du PIC 2009-2012.

Comme déjà mentionné, le programme a démarré sur la base des acquis de la première phase². Il en a également repris le « passif » constitué notamment de deux dossiers qui se sont avérés être des cadeaux empoisonnés et en définitive deux fardeaux dont il n'a pu se défaire. Il s'agit de la question des lignes de crédit détournées³ et des équipements d'allégement des tâches⁴ (décortiqueuses, moulins, farineuses) mal adaptés et à la qualité discutée.

Au cours de sa mise en œuvre, le programme s'est heurté à des difficultés internes importantes en ce qui concerne la dynamique et la gestion de l'équipe.

² Il convient de signaler que, pour éviter une trop forte rupture dans l'action, une période de transition avec maintien d'un appui minimum a été ménagée entre les 2 phases.

³ En décembre 2009, un audit de cette opération a mis en évidence la défaillance de deux des 5 cinq IMF partenaires, qui s'est traduite par une impasse de 85 millions sur un total de 476 millions, constat qui a conduit les autorités à ordonner un blocage conservatoire de toutes les lignes.

⁴ Avant même d'entamer ses propres activités, la présente phase du programme ARMFD a dû consacrer d'important efforts à la recherche de solutions à ces deux questions, ce qui a fortement impacté sa propre action

Suite à plusieurs démissions, l'équipe initiale a été régulièrement incomplète et en définitive a été quasiment toute renouvelée.

La CTB a retiré l'ATI Co-Responsable fin mai 2013 et n'a pas été en mesure de la remplacer en attendant la définition sur les possibilités de prolongation et de reformulation du programme suite aux constats et analyse de SMCL du mois de mai 2013. L'intérim de la fonction de coresponsable a toutefois été confié à la chargée de programmes de la Représentation.

Les questions de sécurité ont constitué une réelle préoccupation peu de temps après le démarrage du programme et se sont amplifiées par la suite, en particulier en 2013 où l'ATI Co-responsable a été ramenée à Niamey pour des raisons de sécurité. Dans un contexte déjà difficile, un suivi « à distance » a constitué un facteur défavorable supplémentaire pour la mise en œuvre de cette intervention.

1.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention

Les résultats du programme ARMFD I ont fait l'objet d'une évaluation finale qui a mis en évidence un certain nombre d'acquis, ce qui a conduit à poursuivre les activités menées et les étendre.

La conception du programme ARMFD II était donc très voisine de celle d'ARMFD I et son action s'est appuyée pour l'essentiel sur les concepts, les modes d'intervention et les réalisations de la première phase.

Les principales différences résidaient au départ dans :

- le passage d'une approche projet à une approche programme (cette notion étant comprise comme la nécessité d'une intégration à la démarche de décentralisation et responsabilisation des STD /MP/PF/PE, articulation avec d'autres programmes, synergies avec d'autres acteurs).
- le souhait d'étendre les actions à un nombre important de nouvelles localisations dans la même zone d'intervention (4 nouvelles communes, 121 nouveaux villages) en parallèle avec un désengagement progressif des « anciens villages » (120 initialement).

Le mode d'intervention adopté repose largement sur le réseau de femmes relais mis en place au cours de la phase précédente ainsi que les acteurs locaux (communes).

Par la suite, plusieurs changements ont modifié la stratégie initiale.

- 1) **Le recours à des ONG d'appui départementales n'a pas été retenu (1ère SMCL).**
L'abandon du principe du Faire Faire par les ONG, prévu initialement, s'il s'est révélé plus conforme à l'approche programme visée, a été une des causes majeures des retards d'exécution, car il a privé le programme d'un moyen d'action et s'est répercuté sur la qualité du travail qui aurait pu être fourni par les ONG ou d'autres acteurs. Il s'agissait d'acteurs d'exécution, pressentis dans le DTF, qui ne venait en aucun cas en substitution du Programme, puisque la conception devait rester du ressort du Programme.
Il est à noter que les capacités de ces ONG, qui ont été utilisées pour d'autres activités (diagnostics, alphabétisation) avaient peut-être été surévaluées lors de la première phase car, comme cela a été montré par les différents audits, un accompagnement du programme aurait été nécessaire, au minimum au niveau de leurs capacités de gestion.

2) **Abandon de la mise en place de nouvelles lignes de crédits.**

En raison des délais nécessaires pour être en mesure de formuler des propositions de mise en œuvre des lignes de crédit tenant compte de la difficile expérience de la première phase et des retards, il a été décidé fin 2012 d'abandonner les activités liées au crédit. Il s'avérait en effet impossible d'espérer pouvoir mettre en œuvre de nouvelles lignes de crédits, dans de bonnes conditions, dans les délais restant pour la mise en œuvre du programme.

3) **Abandon de la mise en place d'un Fonds « Recherche-Action ».**

De même que pour les activités de crédit, en raison des difficultés de mise en œuvre du programme et des retards pris, la question de la pertinence et de la faisabilité du Fonds « Recherche-Action » prévu s'est posée (et tenant compte de la « lourdeur » de mise en place d'un tel fonds, de la capacité effective des groupements cibles à émettre et formaliser des projets de recherche-action,...).et il a été retenu en 2012 d'abandonner cette activité afin de reconcentrer l'intervention sur les activités les plus critiques et les plus directement profitables aux bénéficiaires.

4) **Recherche d'actions directement profitables aux femmes de Dosso.**

Le programme a recherché une grande qualité et la durabilité de ses actions, sans toujours prendre totalement en compte les délais de mise en œuvre et les besoins immédiats des femmes bénéficiaires. Ce faisant, il s'est engagé dans différentes directions, qui se sont en définitive révélés des voies sans issues comme cela a été confirmé par l'évaluation à mi-parcours.

Afin de pallier, en partie, cette faiblesse, il a été retenu de mettre en œuvre des activités plus directement profitables aux femmes comme l'alphabétisation fonctionnelle et la mise en place d'intrants agricoles.

2 Résultats atteints

2.1 Matrice de monitoring

Résultats / Indicateurs	Valeur de la baseline	Cible finale	Valeur finale obtenue
IMPACT :			
OUTCOME : Le potentiel et la position des femmes au sein de l'économie du ménage et de l'économie du marché sont promus dans la région de Dosso			
OS1 Niveau d'amélioration de la rentabilité des activités économiques des femmes	ND	50%	ND
OS2 Pourcentage des femmes qui ont le contrôle de leur biens (revenus, patrimoine, matériel, etc.)	ND	100%	ND
OS3 Pourcentage des femmes qui consacrent au moins 50% de leur revenu net dans le ménage	ND	80%	ND
OS4 Pourcentage des femmes qui ont augmenté leur capital d'au moins 10%	ND	40%	ND
OUTPUT 1 : Les rendements, la productivité et la qualité des productions réalisées par les femmes sont accrus			
R1 -1 Proportion des femmes pratiquant les AGR qui améliorent leur bénéfice d'au moins 20%.	ND	70%	ND
R1-2 Proportion des femmes pratiquant les AGR qui portent leur bénéfice de 20% à 50%.	ND	40%	ND
R1-3 Proportion des femmes gérant les micros entreprises qui améliorent leur bénéfice d'au moins 30%.	ND	36%	ND
R1-4 Niveau d'augmentation du rendement/productivité du produit clé du segment d'une filière.	ND	35% 35% 40%	ND
R1-5 Proportion des femmes qui participent à l'économie locale.	ND	80%	ND
R1-6 Pourcentage de participation des femmes à l'économie du ménage.	ND	+20%	ND
OUTPUT 2 : Les femmes ont davantage accès aux services financiers			
R2-1 Taux d'accès de nouveaux bénéficiaires au crédit	ND	80%	ND
R2-2 Taux d'augmentation du montant global des crédits	ND	300%	ND
R2-3 Taux de satisfaction des bénéficiaires des services des SFD	ND	90%	ND
R2-4 Taux du portefeuille à risque à plus de 90 jours	ND	2%	ND
R2-5 Taux de pénétration du SFD	ND	15%	ND
R2-6 Evolution de l'épargne volontaire	ND	+10	ND
OUTPUT 3 : Les tâches des femmes sont allégées			
R3-1 Proportion de femmes qui ont accès aux équipements ADT	ND	98%	ND
R3-2 Niveau d'allègement des tâches domestiques des femmes	ND	40%	ND
R3-3 Proportion d'équipements collectifs et ADT opérationnels par type	ND	90%	ND
R3-4 Pourcentage de fonds d'amortissement par type d'équipement ADT	ND	90%	ND
R3-5 Taux d'utilisation des équipements ADT	ND	90%	ND
R3-6 Proportion d'hommes qui bénéficient des équipements ADT	ND	95%	ND
OUTPUT 4 : Les femmes sont formées et leurs compétences organisationnelles sont renforcées			
R4-1 Taux de couverture des besoins exprimés en alphabétisation fonctionnelle	ND	80%	ND
R4-2 Pourcentage des groupements formés et/ou alphabétisés	ND	+80%	ND

fonctionnels			
R4-3 Pourcentage d'hommes par rapport aux bénéficiaires de l'alphabétisation	ND	50%	ND
R4-4 Taux de Groupes de Recherche Action dont les thèmes sont à vulgariser	ND	80%	ND
R4-5 Niveau de participation des femmes dans les prises de décisions à différents niveaux (village, commune, département, régional)	ND	100% 100% 90% 80%	ND
R4-6 Proportion de femmes relais efficaces	ND	80%	ND
R4-7 Proportion de femmes alphabétisées pratiquant des AGR qui ont amélioré leur bénéfice d'au moins 20%	ND	80%	ND

Remarque 1 : Etant donné qu'il n'y a pas eu de réalisation d'une baseline, force est de constater l'impossibilité de renseigner les valeurs de départ.

Remarque 2 : En raison de l'absence de collecte des données relatives aux indicateurs, la valeur finale n'est pas disponible. L'évaluation de mi-parcours a constaté qu'un système de S&E avait été mis en place par le projet mais que dans les faits, il n'était pas opérationnel. Les documents requis n'étaient complétés que partiellement, et ce, notamment en raison du manque de moyens impartis au S&E et à la vacance du poste de chargé S&E pendant plus de dix mois. Cela s'explique aussi par le manque de compréhension de l'importance et du rôle du Suivi et de l'Evaluation par les acteurs du projet.

2.2 Analyse des résultats

2.2.1 Dans quelle mesure l'intervention contribuera-t-elle à l'impact⁵ (impact potentiel) ?

En tout état de cause, l'absence de résultats concrets fait que les activités du programme n'ont pas eu d'impact sur les objectifs directs d'amélioration de la situation monétaire et d'amélioration des conditions de vie des femmes liées à l'allègement de leurs tâches.

Toutefois, les activités d'information et/ou de formation menées par le programme n'étaient pas neutres et peuvent avoir touché une part significative de la population, directement ou par transmission orale.

Il existe en effet une certaine vision des groupes de femmes cibles quant aux opportunités d'amélioration de leurs conditions de vie, et de façon plus générale une esquisse de cheminement vers le développement qui se manifeste dans trois directions :

- Les espoirs déçus dans différents domaines semblent avoir renforcé le sentiment que le développement dépend d'abord de ceux qui en sont les premières bénéficiaires, qui sont les mieux à même de définir leurs propres besoins et qu'il convient dès lors d'avoir des initiatives en la matière ;
- Les formations (alphabétisation, GERME), aussi incomplètes qu'elles aient pu être, ont laissé le sentiment que rien de significatif ne peut être réalisé sans une formation et/ou un accès à l'information ;
- Enfin, concernant le crédit, et très paradoxalement, les difficultés rencontrées pourraient être à l'origine d'un regain d'intérêt pour des solutions endogènes comme les tontines traditionnelles. Des opérations de crédit informel ont été identifiées lors de l'évaluation à mi-parcours dans des groupes de femmes réalisant des activités économiques (stockage de céréales). Ces expériences peuvent être interprétées comme une sorte de crédit mutuel à rôle « d'amortisseur social », ayant des avantages de proximité, des coûts plus faibles, une meilleure garantie de remboursement et un formalisme moins exigeant et plus souple).

2.2.2 Dans quelle mesure l'outcome a-t-il été atteint ? Expliquez

Du fait de la faiblesse des résultats obtenus, l'outcome n'a pu être atteint et c'est précisément car les conditions nécessaires pour l'atteindre ne paraissaient plus pouvoir être réunies sans une prolongation de deux ans de la durée de mise en œuvre, qu'il a été proposé de la clôturer de manière anticipée.

⁵ Terminologie : Impact = Objectif général ; Outcome = Objectif spécifique ; Outputs = Résultats attendus

2.2.3 Dans quelle mesure des outputs ont-ils été atteints ? Expliquez

Output 1 : Les rendements, la productivité et la qualité des productions réalisées par les femmes sont accrus.

Activités	Commentaires
<p>1.1 Mettre en place et former une Unité d'Appui à l'Entrepreneuriat Féminin (UAEF) au sein du Centre Multifonctionnel des Femmes (CM)</p>	<p>L'Unité d'Appui a été mise en place le 2 janvier 2012. Un Accord d'Exécution a été conclu pour permettre la mise en œuvre du plan de travail à court terme de l'unité d'appui à l'entrepreneuriat féminin du centre multifonctionnel. Trois techniciens ont été recrutés et un Plan de travail a été élaboré.</p> <p>Les performances des techniciens n'ayant pas été jugées suffisantes, il a été demandé au CM de procéder à l'évaluation de son personnel. En février 2013, le conseil d'administration du CM a entériné la décision de remercier les trois techniciens, du fait de leur incompétence. Les femmes composant le conseil d'administration se sont engagées à gérer elles-mêmes les activités du centre. Un diagnostic du fonctionnement du CCPF a été effectué en juillet 2012 et actualisé en mai 2013.</p>
<p>1.2 Organiser la formation en gestion, en commercialisation et en techniques de production pour les femmes leaders, les femmes relais et les femmes entrepreneurs</p>	<p>Le Programme a choisi comme option de former 60 encadreurs/formateurs (STD et ONG) et 540 femmes relais à la méthode GERME (gestion des micro-entreprises) et de former un réseau régional autour de cette méthode.</p> <p>Les sessions de formation au 1^{er} niveau de la méthode ont été réalisées de juin 2011 à mai 2012.</p> <p>En raison des difficultés rencontrées par le projet (rotations dans l'équipe, difficultés de mobilisation des agents des STD) la continuation de la formation, « en cascade » n'a pas été possible.</p> <p>Quelques formations ont été organisées sur les aspects « productions » notamment pour présenter certaines variétés améliorées.</p>
<p>1.3 Développer des filières porteuses pour les femmes</p>	<p>Des consultations ont été amorcées autour de certaines filières porteuses, notamment l'Arachide, le Niébé, le Sésame.</p> <p>Plusieurs petits projets ont été préparés mais n'ont pu être mis en œuvre en raison du non démarrage des activités liées au crédit.</p> <p>L'appui au développement des filières a été planifié mais n'a pu aboutir en raison des difficultés de conceptualisation de l'appui qui devait être apporté aux femmes.</p> <p>En 2013, le Programme a toutefois apporté un appui important en fournissant des intrants agricoles (semences améliorées, engrais et produits phytosanitaires) à 15 Unions communales de groupements de productrices pour le démarrage de la campagne agricole.</p>
<p>1.4 Créer et opérationnaliser un fonds de démarrage et d'innovation pour les AGR et micro entreprises.</p>	<p>Il a été retenu de donner la priorité à la mise en œuvre des trois premières activités et de ce fait, le fonds d'innovation n'a pas été créé.</p>

Ce résultat, au fort caractère économique devait être le volet central du programme directement en relation avec la problématique des revenus monétaires.

Comme l'évaluation à mi-parcours l'a mis en évidence, ce volet présente peu de réalisations visibles et/ou concrètes qui puissent être rapprochées des résultats poursuivis. Les raisons de cette situation sont les suivantes :

- a) En raison du niveau d'alphabétisation/instruction des femmes responsables de la structures, de leur statut de bénévoles, de l'absence d'une direction claire et de réelles expertises techniques, l'UAEF n'a pas été en mesure de jouer le rôle central qui était attendu.
- b) L'équipe du programme a éprouvé beaucoup de difficultés à appréhender la dimension multifactorielle de l'approche filière. Une vision globale et des modèles techniquement viables, chiffrés, éprouvés et évalués en termes financiers ont fait défaut et n'ont pu être mis à la disposition des femmes ;
- c) Les formations techniques dispensées aux femmes ont été souvent signalées comme un point positif par les bénéficiaires. Elles sont toutefois restées assez théoriques.

Output 2 : Les femmes ont davantage accès aux services financiers.

Activités	Commentaires
Augmenter les lignes de crédit auprès des SFD performantes et de bonne santé financière	Le programme ARMFD II a «hérité» du dossier crédit de la première phase qui avait connu quelques dérives et il a été nécessaire d'essayer de les assainir. Cette situation a été à la source de beaucoup de difficultés qui ont entravé la mise en œuvre des activités de crédit et de micro finance. Dans le cadre de la seconde phase, une étude sur les performances des IMF de la zone a été réalisée pour assoir les bases du déploiement du 2 ^{ième} volet d'activités du programme. Les recommandations de cette étude n'ont pas connu de mise en œuvre.
Renforcer les compétences des SFD, agents et dirigeants	En raison des difficultés rencontrées dans le fonctionnement de l'équipe, des difficultés liées au « passif crédit » de la première phase et du retard pris, il a été retenu de donner la priorité aux 3 autres résultats attendus et ces quatre activités, directement liées à la mise en place de nouvelles lignes de crédit, n'ont pas été mises en œuvre.
Renforcer le réseau des guichets	
Sensibiliser les femmes sur la constitution de garanties propres et de ressources propres	
Développer des produits financiers nouveaux en collaboration avec les SFD dynamiques	

En définitive, les activités de micro finance bien que représentant un réel besoin pour les groupes cibles n'ont donc pas été mise en œuvre en raison des difficultés à gérer les défaillances constatées dans la 1ère phase.

Comme indiqué par l'évaluation à mi-parcours, la mise en œuvre d'activités de

microfinance demande au préalable une importante et solide réflexion afin de disposer d'une vision claire sur plusieurs questions comme :

- La quantification des besoins non satisfaits en matière de crédits et d'outils ;
- L'absence d'évaluation des effets des crédits octroyés précédemment aux bénéficiaires ;
- La question des taux d'intérêt qui au niveau des IMF de Dosso paraissent beaucoup trop élevés pour permettre d'augmenter réellement les revenus monétaires des femmes ;
- L'existence de nouveaux produits financiers adaptés aux besoins spécifiques des bénéficiaires du programme.

L'option de convertir les fonds de microcrédits en subventions pour des activités productives a été étudiée par l'équipe du programme et c'est avec cet esprit que des intrants agricoles ont été fournis, sous forme de subventions, aux groupements de femmes pour la campagne agricole 2013.

Output 3 : Les tâches des femmes sont allégées.

Activités	Commentaires
3.1 Réhabiliter les équipements ADT installés en phase I ARMFD	Le programme a également « hérité » des difficultés liées aux équipements d'allégement des tâches mis en place dans le cadre la première phase. Un diagnostic détaillé des équipements a été réalisé et le programme a entamé un processus de réhabilitation des farineuses. Les résultats de ces réhabilitations restent mitigés en raison de l'obsolescence des équipements et de l'expertise de l'opérateur retenu.
3.2. Mettre en place des équipements adéquats pour alléger les tâches dans les villages d'extension	Le programme a entamé une identification des demandes essentiellement autour de la question des moulins et des farineuses. Faute de pouvoir rapidement définir les besoins réels et retenir un modèle économique adapté et durable d'équipement des femmes, le programme n'a pu mettre aucun équipement en place.
3.3. Aménager les espaces collectifs pour les femmes	Les espaces collectifs devaient être aménagés pour accueillir les équipements adéquats. Ces derniers n'ayant pas été achetés, aucun espace collectif n'a été aménagé.
3.4. Appuyer l'encadrement des comités de gestion	Le programme a identifié les comités de gestion des équipements.

A l'origine, la formulation du programme reposait sur l'idée simple et vérifiée qu'alléger les tâches des femmes leur permet de dégager du temps dont une partie au moins peut être consacrée à des tâches de nature économique qui peuvent améliorer leur statut en leur apportant un surplus de revenus.

L'essentiel du travail de la phase II a donc concerné des « réhabilitations » du matériel mis en place en cours de phase I. Certains des sites réhabilités sont en fonctionnement et produisent des revenus, mais d'autres ne fonctionnent pas ou n'ont aucune perspective de durabilité.

Output 4 : Les femmes sont formées et leurs compétences organisationnelles sont renforcées.

Activités	Commentaires
4.1 Alphabétisation	Le programme a organisé et appuyé la réalisation de deux campagnes d’alphabétisation (en 3 langues Zarma, Hausa, Foulfouldé). Ces activités ont été mises en œuvre par des ONG à travers des accords d’exécutions. La première campagne, d’une durée de 45 jours, a été réalisée à cheval sur 2011 et 2012. Elle a touché 1.217 personnes dont 90% de femmes. Le taux de réussite à l’issue de cette campagne était de 50%. La seconde campagne a duré 5 mois. Elle a été mise en œuvre par les ONG entre mars et juillet 2013.
4.2. Recyclages groupements phase I	Le recyclage a été intégré dans le programme global de formation des bénéficiaires et a été amorcé à travers les formations GERME.
4.3. Thèmes spécifiques nouveaux villages	Non réalisé
4.4. GRA	Supprimé
4.5. Informations sur les réalisations des femmes	Une enquête sur les radios communautaires a été réalisée.

L’alphabétisation est une des activités qui a le mieux avancé avec des résultats significatifs et appréciés.

Cette activité a permis d’améliorer le modèle des sessions d’alphabétisation en adaptant calendrier et horaires aux exigences des femmes rurales et pourra être étendu (DREN). L’action menée ne pourra toutefois pas perdurer dans le même cadre après la fin du programme car un fonds régional de formation/alphabétisation destiné à mutualiser les efforts des acteurs dans ce domaine est en voie de création avec l’appui de la Coopération luxembourgeoise.

2.2.4 Dans quelle mesure des outputs ont-ils contribué à l’atteinte de l’outcome ?

Comme expliqué par les évaluateurs lors de la MTR, le cadre logique a été difficile à opérationnaliser en raison d’une absence de cohérence entre le titre (augmentation des revenus monétaires) et les objectifs global et spécifique, plus ambitieux mais moins concrets (le potentiel et la position des femmes). Il y avait également peu de différence entre l’objectif général et l’objectif spécifique.

Les résultats étaient hétérogènes. Le résultat 1 et le résultat 3 sont en cohérence avec les objectifs poursuivis ; par contre les deux autres résultats (crédits et formation/organisation) ne sont par nature que des moyens qui doivent concourir à l’obtention des résultats.

De ce fait, une partie importante des activités n’ont pas contribué et dans le meilleur des cas n’auraient pu contribuer qu’indirectement à l’atteinte de l’objectif spécifique. Il s’avère et cela peut faire partie des leçons apprises, que la structure insuffisamment rigoureuse du cadre logique a conduit le programme, à intérioriser des « résultats » additionnels non spécifiés mais qui se sont agrégés de façon implicite à la pratique de mise en œuvre du programme en le détournant des objectifs ultimes relatifs aux bénéficiaires féminines, et en définitive en en différant et affaiblissant l’atteinte.

2.2.5 Appréciez les principaux facteurs d'influence. Quels ont été les enjeux majeurs rencontrés ? Comment l'intervention les a-t-elle pris en compte ?⁶

Le premier facteur qui a influencé la mise en œuvre du programme est l'héritage laissé par la première phase. Un héritage « positif » d'acquis techniques et de nombreuses attentes suscitées par une intervention qui était considérée comme un phare ; mais également héritage lourd à assumer au niveau du « passif » des dossiers crédits et équipements d'allègement des tâches.

La deuxième phase du programme a cherché à régler ces deux dossiers difficiles en commençant par établir un diagnostic précis de la situation. Aucune solution efficace et satisfaisante n'a malheureusement pu être trouvée pour surmonter ces difficultés.

Un second facteur d'influence qui s'est posé avec acuité est le problème de la capacité des différents acteurs (bénéficiaires, services techniques, ONG, communes) à jouer leurs rôles respectifs (expertise/encadrement/suivi).

Dans la mesure où la stratégie du programme était basée sur l'Approche programme et la logique du Faire Faire, ce problème a lourdement handicapé la mise en œuvre de l'intervention.

Une mauvaise dynamique d'équipe, caractérisée par un nombre important de démissions et un turn over élevé de collaborateurs a pesé lourdement sur la mise en œuvre des activités et en définitive l'atteinte des résultats notamment en ne permettant pas à la CCA de prendre réellement en compte et de solutionner les difficultés évoquées ci-dessus.

2.2.6 Appréciez les résultats inattendus, tant positifs que négatifs

Le Programme est connu dans son secteur d'intervention mais a une image mitigée, du fait de la non perception de résultats concrets (hors formation, alphabétisation et subvention d'intrants agricoles) et a donné lieu à des expressions de déception en lien avec les espoirs initialement suscités.

2.2.7 Appréciez l'intégration des thèmes transversaux dans la stratégie d'intervention

Environnement :	L'environnement n'était en tant que tel pas une préoccupation majeure. Le programme n'est toutefois pas apparu porteur de risques particuliers dans ce domaine.
Genre :	Le genre était le thème central de l'intervention. Dans la pratique toutefois, du fait de l'approche « programme », on a constaté une certaine dérive avec un glissement (partiel) de la cible vers les STD, le CCPF, formateurs, etc. Les principales bénéficiaires considèrent que, malgré les discours, le programme a en définitive fait très peu pour elles. Dans certains cas, le programme a parfois compliqué leur situation (problème de certains moulins gérés en groupe par exemple).

⁶ Ne mentionnez que les éléments non compris dans le point 1.1 (Contexte), le cas échéant.

Economie sociale	Il s'agissait en principe d'un axe fort de l'approche. Mais les expériences de gestion collective, peu suivies et accompagnées, ont été peu réussies et /ou peu durables.
Droits de l'enfant	Ce thème transversal n'a été qu'indirectement touché par le biais de l'approche genre qui concerne aussi les populations les plus jeunes (ADT). En raison du fait de l'absence de résultat, le programme a eu très peu d'effet sur ce thème.
HIV / SIDA	Ce thème n'était pas en relation directe avec les objectifs du programme et n'a pas été traité.

2.2.8 Dans quelle mesure le M&E, les activités de backstopping et/ou les audits ont-ils contribué à l'atteinte des résultats ? Comment les recommandations ont-elles été prises en considération ?

Le programme a fait l'objet d'une attention particulière de la CTB depuis le 2ème trimestre 2012 et ce, aussi bien par la Représentation que par le siège. A cet effet, Il y'a eu deux missions de backstopping de la CTB en 2012 pour aider à identifier les goulots d'étranglements et proposer des solutions ou des pistes à explorer pour permettre d'avancer. A cet effet, l'assistance technique internationale a été renforcée pendant quatre mois par un second ATI fin 2012, début 2013 pour permettre au programme de rattraper son retard.

Deux missions d'inspection ont également été diligentées par le ministère. Elles avaient toutes deux pour objectifs d'identifier les causes des blocages. Cependant, les rapports et les recommandations de ces deux missions n'ont pas été partagés.

Deux audits administratifs et financiers (2012,2013) et un audit de vérification des dépenses (2013) ont été réalisées au niveau du programme. Il y a également eu plusieurs missions de contrôle de la CTB (Siège et Représentation). La mauvaise dynamique de l'équipe explique sans doute les difficultés rencontrées, essentiellement au niveau de la gestion des Accords d'Exécution, et le fait que ces difficultés n'aient pas pu être rapidement traitées.

Vu les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du programme, reflétées notamment par un faible taux d'exécution financière à la fin de l'année 2012, il a été demandé aux évaluateurs à mi-parcours de formuler des recommandations sur l'avenir de l'intervention.

Suite aux constats de la MTR sur les causes de non atteinte des résultats, la mission a proposé aux ordonnateurs et à la SMCL les quatre scénarios suivants :

Scénarios d'évolution du programme		Composante R1	Composante R2	Composante R3	Composante R4	Commentaires
1	Minimal	Arrêt	Maintien lignes actuelles, pas de nouvelles lignes	Réhabilitation ADT phase I	Alphabétisation Transfert fonds régional	Arrêt à date prévue Transfert reliquat
2	Sauvegarde ADT	Arrêt	Maintien lignes actuelles. Pas de nouvelles lignes	Réhabilitation ADT phase 1 (modèle amélioré) + Equipment ADT Phase II (selon le programme de réhabilitation actuel)	Alphabétisation Transfert fonds régional	Arrêt à date prévue Transfert reliquat
3	Conservateur	Approche microprojets minimale (un par village)	Maintien lignes actuelles. Pas de nouvelles lignes	Réhabilitation « forte » ADT phase I (nouveau modèle, mise au rebut du matériel)	Alphabétisation Transfert fonds régional	Nécessité prolongation limitée et transfert des suivis à un autre programme /acteur
4	Ambitieux	Approche microprojets étendue	Maintien lignes actuelles Nouvelles lignes Gaya, Loga	Réhabilitation ADT phase 1 + équipement ADT Phase II	Alphabétisation Transfert fonds régional	Nécessité d'une prolongation substantielle de la durée programme

Les évaluateurs ont également demandé aux ordonnateurs de prendre un certain nombre de dispositions dont entre autres :

- Le changement de profil de l'ATI coresponsable pour l'orienter vers un profil plus managérial.
- La nomination d'un responsable national engagé à 100% sur le programme pour éviter le cumul des fonctions de responsable du programme et de directeur régional.

Selon les accords pris en SMCL, la CTB a mis fin au contrat de prestation de la coresponsable tandis que le responsable national est resté en poste avec le même cumul de fonction.

Par rapport aux scénarios proposés, les membres de la SMCL ont retenu la scénario 3 (« conservateur ») qui nécessitait une prolongation et le transfert des suivis à une autre intervention ou à d'autres acteurs.

Une proposition de prolongation de deux ans pour permettre la mise en œuvre du scénario retenu a été introduite. Cette proposition ayant été refusée par l'Etat belge, la CTB a dénoncé la convention de mise en œuvre de l'intervention car elle a estimé que les délais restants au projet ARMFD II étaient insuffisants pour garantir des résultats durables.

L'Etat belge a suivi cette argumentation et dès lors a été amené à dénoncer la Convention Spécifique le 10/10/12 avec un préavis de trois mois.

La clôture anticipée de l'intervention a donc été engagée.

Durabilité

Du fait de la quasi absence de réalisations au moment de l'évaluation à mi-parcours, de l'impossibilité de rebond des activités après celle-ci et de la clôture anticipée du programme il est difficile de parler de durabilité.

Il a été observé par les évaluateurs un soutien affirmé de la part du ministère concerné (décision officielle d'affecter des personnels permanents) en ce qui concerne les équipes chargées d'appuyer les femmes dans les communes. Mais ceci ne peut régler qu'une partie de la question de la durabilité dans la mesure où l'embryon des réalisations du programme est trop réduit et où les moyens des services techniques sont très limités.

2.2.9 Quelle est la viabilité économique et financière des résultats de l'intervention ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Le faible nombre de résultats obtenus fait que la question de leur viabilité ne se pose pas vraiment.

C'est au niveau de l'alphabétisation fonctionnelle que des acquis plus importants ont été obtenus. Les services techniques de la DREN ayant été associés à ces activités, les acquis méthodologiques pourraient être capitalisés notamment au niveau du Fonds Régional pour l'alphabétisation qui est mis en place avec l'appui de la Coopération luxembourgeoise.

Les archives techniques de la première et de la seconde phase du programme sont

laissées au niveau de la Direction Régionale du MPPF/PE où elles pourront être exploitées.

2.2.10 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et perdurera-t-elle au terme de l'assistance externe ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

L'appropriation par les groupes cibles a toujours été une préoccupation centrale pour le programme, mais sa manifestation à terme paraît limitée par le peu de moyens d'action des partenaires (notamment STD / agents communaux).

Un réel état des lieux des capacités des partenaires reste à faire.

A défaut de résultats on ne peut ni parler d'appropriation, ni évoquer un risque de non appropriation. Le risque éventuel à ce niveau réside plutôt dans la méfiance des bénéficiaires dont les attentes ont été déçues.

A cet effet, il est nécessaire de veiller à ce que les reliquats financiers du projet soient bien utilisés au bénéfice des femmes de la région de Dosso. Cela pourrait prendre la forme d'un ciblage précis des ADT qui répondent à un réel besoin des groupes cibles avec tous l'accompagnement nécessaire en amont en terme de mesures à prendre (comité de gestion, formations maintenance...).

2.2.11 Quels ont été le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Dès la première phase, sans doute du fait de la proximité entre Dosso et Niamey, de l'ancienneté de la présence de la Coopération belge dans la région et du thème du Genre, il y a toujours eu une forte interaction entre cette intervention et le niveau politique.

Malgré cela le plaidoyer du programme auprès des ministères concernés pour le recrutement des agents communaux n'a jamais pu aboutir et les avancées dans le processus de récupération des lignes de crédits détournées de la première phase, qui auraient permis de créer un climat plus favorable, sont restées timides. A la clôture du programme, 71.000.000 FCFA (108.238 euros) devaient encore être récupérés auprès de l'IMF ASUSU Dendi.⁷

Du fait de la proximité entre le niveau politique et l'intervention, de la déception des bénéficiaires par rapport aux faibles résultats obtenus et de l'impossibilité de la prolongation nécessaire pour atteindre un meilleur bilan, il y a effectivement un risque potentiel d'insatisfaction.

Pour diminuer ce risque et en limiter les éventuelles conséquences négatives, il apparaît nécessaire de veiller à ce que les reliquats du programme, dont les fonds récupérés des lignes de crédits de la première phase, soient réellement utilisés au bénéfice des femmes de la région de Dosso.

⁷ 33.000.000 FCFA (50.308 euros) ont été récupérés et se trouvaient à la clôture du programme ARFD II sur un compte bloqué, géré par le MPPF/PE.

2.2.12 Dans quelle mesure l'intervention a-t-elle positivement contribué à la capacité institutionnelle et de gestion ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

En dehors de la fourniture de moyens de déplacement et la prise en charge financière des agents communaux, des agents titulaires de la Direction Régionale du MPPF/PE, des salariés du Centre multifonctionnel et d'un soutien à quelques ONG à travers l'établissement d'Accords d'Exécution le programme a peu contribué au renforcement des capacités institutionnelles et de gestion.

Quelques formations ont été organisées, notamment les formations GERME.

Les moyens de la Direction Régionale du MPPF/PE restent très modestes et il y a un réel risque que ses capacités institutionnelles et opérationnelles soient fortement impactées par l'arrêt du programme.

A ce stade, le programme ne peut guère prendre de mesures pour limiter ce risque. Il est proposé que des équipements du programme (motos, photocopieuse, groupe électrogène) puissent être remis à la Direction Régionale.

L'intervention de la CTB d'appui institutionnel auprès du MPPF/PE pourrait également jouer un rôle de plaidoyer afin que le ministère veille à ce que la région de Dosso soit dotée de moyens lui permettant d'exploiter les bénéficiaires, au moins méthodologique, des deux phases de l'intervention d'appui à l'augmentation des revenus monétaires des femmes.

3 Apprentissage

3.1 Enseignements tirés

Comme l'a montré l'évaluation à mi-parcours du programme, même si peu de résultats concrets ont été obtenus, il est possible d'en tirer bon nombre d'enseignements. La plupart des points abordés ci-dessous sont tirés du rapport de l'évaluation à mi-parcours.

- a) Le Programme reposait largement sur les acquis de la première phase qui a souvent été présentée comme un modèle phare. Il apparaît maintenant que ces acquis, certes réels, étaient aussi très « frais », fragiles et sans doute incomplètement appropriés. La mise en œuvre du programme a donc souffert d'une vision trop optimiste de la première phase et ce biais n'a pas pu être corrigé lors de la période de démarrage⁸. Les conditions qui prévalaient en 2010, ont induit du retard et il a été retenu de confier le rôle de l'ATI Co-Responsable pendant la phase de démarrage à un prestataire extérieure. Il semble que cette approche n'ait dégagé aucune plus-value et qu'en définitive, en pensant (re)gagné du temps des étapes clés de la phase de démarrage n'ont pas été correctement menées. Le programme a également hérité » du passif et des dossiers difficiles de la première phase au niveau du crédit et des équipements d'allègement des tâches.

Nous pouvons donc retenir, que même dans le cas d'une seconde phase, on ne peut pas faire l'économie d'une bonne analyse de la situation et qu'une grande attention doit être apportée à la phase de démarrage qui constitue réellement les fondations de la construction de l'intervention.

- b) Les ressources humaines pour une exécution de terrain efficace ont manqué, tant au niveau de la CCA (absence d'une fonction « opérations », absence de compétences techniques et économiques permettant d'assumer efficacement le faire-faire), qu'au niveau des acteurs de terrain (le principal des réalisations concrètes à réaliser reposait sur les STD, qui n'en avaient ni les compétences et l'expérience, ni l'autorité. L'abandon du principe du Faire Faire par les ONG, comme prévu initialement, s'il s'est révélé plus conforme à l'approche programme visée, a vraisemblablement été une des causes majeures des retards d'exécution, car il a privé le projet d'un moyen d'action. Sans préjuger, bien sûr, de la qualité du travail qui aurait pu être fourni par ces ONG qui ont d'ailleurs été utilisées par le programme pour établir les diagnostics villageois et réaliser les deux campagnes d'alphabétisation ; car comme cela a été mis en évidence par plusieurs audits, un accompagnement/suivi important de ces ONG par le programme aurait été nécessaire.

A ce niveau également, les analyses du contexte et des capacités des différents acteurs se sont révélées incomplètes et/ou trop optimistes comme par exemple dans le cas du Centre Multi fonctionnel.

- c) Malgré une attention spécifique de la CTB et du ministère, les difficultés liées aux ressources humaines du programme et à la dynamique de la CCA, ont affectés

⁸ Le rapport d'évaluation finale de la première phase a d'ailleurs recommandé une bonne analyse des résultats acquis au niveau des actions de crédits et d'allègement des tâches.

l'atteinte des résultats.

A ce niveau, nous retenons, que dans le cadre d'interventions qui ont des durées de mise en œuvre relativement réduites (4 ans), les décisions de recadrage doivent être prises sans tarder.

Par ailleurs, la cogestion nécessite un binôme performant de responsables qui de par leurs compétences construisent un leadership et une complicité dans le respect mutuel. Ceci suppose :

- Une combinaison de compétences « par excellence » sur le plan managérial et sur au moins 1 thème central du projet.
- Une répartition claire et complémentaire des tâches techniques, de sorte que chacun des responsables apporte une plus-value spécifique à l'équipe et renforce ainsi la légitimité de sa position.
- Une explicitation des approches méthodologiques et des mécanismes opérationnels au démarrage du projet, ce qui permet de clarifier les visions et de définir un consensus.
- Une concertation régulière et un feedback des Ordonnateurs (ou d'autres personnes clés représentant le partenaire national et la CTB), par exemple à l'occasion d'un entretien annuel de fonctionnement ou une journée d'évaluation interne.

- d) L'évaluation à mi-parcours a souligné que les responsables étaient peu en liaison avec le terrain. Cette situation a été d'autant plus aggravée que, pour des raisons de sécurité, la présence des ATI sur le terrain a été limitée. Le mode de travail fondé sur le « Faire Faire » et sur la base de multiples « accords d'exécution » a tendance à diminuer encore davantage le lien entre la CCA et le terrain et à diluer l'efficacité des activités mises en œuvre.

Une leçon apprise est que pour ce type d'intervention un contact soutenu et direct avec le terrain est indispensable afin d'assurer un pilotage réactif et pour être en mesure de définir des modèles qui collent aux réalités. Des moyens humains et financiers adéquats doivent donc être prévus lors de la phase de formulation car, dans un environnement fragile et à déficit de compétences et de capacité, il faut veiller à l'articulation entre ambitions, équipe, durée et modalités de mise en œuvre.

- e) L'Approche Programme, qui devait permettre une plus grande responsabilisation des cadres des STD et des agents communaux a été définie par le programme et soumise à l'appréciation de la 2ème SMCL qui l'a validée. La perception même de ce que devait être cette Approche Programme s'est révélée très différente selon les acteurs impliqués et il faut constater que, bien que les coûts de fonctionnements des agents aient été pris en charge par le programme, cette stratégie n'a rien apporté à l'intervention en raison d'une part de l'instabilité du personnel censé être mis à disposition par la tutelle du programme et d'autre part à leur faible capacité technique. Si cette approche avait été correctement mise en œuvre avec du personnel stable et qualifié, cela aurait permis de faire le lien entre les objectifs stratégiques du gouvernement en matière de Politique Nationale du Genre et les autres stratégies sectorielles (SDRP, I3N).

Le concept d'Approche Programme qui se trouve en arrière fond du PIC 2009-2012 devrait donc être davantage précisé.

- f) Une partie importante des activités et des moyens financiers alloués correspond à des activités qui n'induisent pas directement les résultats attendus. De fait, le programme reposait sur l'hypothèse implicite que le simple fait de mettre à

disposition des moyens (crédit, formation) sera de nature à générer des bénéfices de nature financière ou sociale.

Cette structure insuffisamment rigoureuse du cadre logique a conduit le programme , à intérioriser des « résultats » additionnels non spécifiés mais qui se sont agrégés de façon implicite à la pratique de mise en œuvre du programme en le détournant des objectifs ultimes relatifs aux femmes, et en définitive en différant et affaiblissant l'atteinte.

Ces « résultats » additionnels se rapportent en particulier au renforcement des capacités des IMF et au renforcement de l'approche communale/renforcement des STD et CCPF.

- g) Le PIC 2009-2012 se caractérisait notamment par le montage de plusieurs interventions autour d'une articulation entre un niveau d'appui institutionnel et un niveau « de terrain ». C'était notamment le cas dans le secteur Genre. On peut s'étonner qu'avec une composante d'appui institutionnel logée au sein même du ministère, il n'a pas été possible de faire aboutir, où à tout le moins de faire avancer, le plaidoyer pour la titularisation des agents communaux; ni de trouver les moyens de faciliter le règlement des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de ARMFD II. De fait, il y a eu peu de contact/synergie entre les deux interventions et cette situation peut s'expliquer par différents facteurs comme par exemple le décalage des dates de démarrage.
- h) Enfin, le système de suivi évaluation, démarré tardivement n'a pas été opérationnel et ce, malgré les missions d'appui de la CTB. Il s'est révélé trop lourd pour les différentes catégories d'acteurs et inefficace pour une gestion axée sur les résultats. A l'avenir, il serait important de consacrer plus de moyens humains et financiers à la collecte des données permettant de renseigner les indicateurs. Il semble également essentiel de mettre en place des campagnes d'information visant à sensibiliser les projets à l'importance et l'utilité d'un bon système de suivi et évaluation. En outre, les missions de terrain réalisées par différents acteurs n'ont pas toujours été suivies de la communication des rapports, conclusions et recommandations qui avaient été tirés. Une publicité sur ces aspects devrait être systématique dans les interventions futures étant donné qu'ils sont un des outils clés pour attirer l'attention des acteurs sur les difficultés rencontrées.

3.2 Recommandations

A l'issue de la clôture anticipée pour insuffisance de résultats, la principale recommandation qui peut être formulée est certainement de tenir comptes des leçons apprises de la mise en œuvre du programme ARMFD II afin d'éviter de commettre les mêmes erreurs dans d'autres interventions.

Il est également recommandé de veiller à ce que le reliquat financier soit utilisé au bénéfice des femmes de la région de Dosso. Lors de l'évaluation à mi-parcours c'est le volet de l'allègement des tâches (ADT) qui paraissait le plus approprié pour répondre aux besoins des femmes.

Si cela doit se faire, nécessairement à travers une intervention différente, il devrait être possible de s'appuyer sur la proposition d'investissements qui a été préparée par la CCA pendant la MTR et qui est jointe en annexe.

PARTIE 2 : Synthèse du monitoring (opérationnel)

1 Suivi des décisions stratégiques prises par la SMCL

SMCL	Recommandations stratégiques	Suivi
N°2 du 22 février 2011	<ul style="list-style-type: none"> - Prendre en charge à court terme les pécules des appelés de service civique national en fin de mandat sur la base d'un contrat signé avec le MP/PF/PE. - Mener une réflexion pour la stabilisation des agents communaux du MP/PF/PE - Poursuivre le processus de reconstitution des lignes de crédit auprès des IMF défaillants par les autorités compétentes. - Mettre fin aux conventions de partenariat avec les IMF de Loga et Gaya. - Poursuivre les négociations avec l'IMF ASSUSSU CIIGABA pour sécuriser la ligne de crédit sur un compte spécifique. - Signer des conventions de partenariat avec les IMF performants pour remettre les lignes de crédit à la disposition des femmes. - Approfondir la réflexion sur la gestion des ADT en capitalisant les acquis de la 1ère phase et les expériences des autres partenaires. 	<p>Réalisée</p> <p>Non réalisée</p> <p>Réalisé jusqu'à l'arrêt des activités</p> <p>Réalisée</p> <p>Non réalisée</p> <p>Réalisée</p> <p>Réalisée pour un an pour 2 IMF</p> <p>Réalisée (sauf pour les montants recouverts auprès des IMF défaillantes)</p> <p>Non réalisée</p>
N°3 du 5 octobre 2011	<ul style="list-style-type: none"> - Accorder une priorité en Q4 pour les actions critiques par rapport à l'évaluation de l'exécution technique et financière (campagne d'alphabétisation, travail préparatoire pour la mise en place des lignes de crédit et autres fonds). 	Réalisée
N°6 du 13 mars 2013	<ul style="list-style-type: none"> - Finaliser l'AE entre le programme et la DRP/PF/PE pour la stabilisation des agents communaux méritants pour la fonction publique. - Poursuivre le plaidoyer pour le recrutement des agents communaux méritants à la fonction publique. 	<p>Non réalisée</p> <p>Non réalisée</p>
SMCL extraordinaire du 22 mai 2013	<ul style="list-style-type: none"> - La SMCL a pris acte des constats et conclusions de la mission d'évaluation et a accepté le fait que les résultats traduisent la situation réelle du programme. - La SMCL s'est engagée à mettre en œuvre toutes les recommandations issues du document pour permettre la bonne exécution des activités du programme dans l'intérêt des femmes de Dosso. 	<p>Réalisée</p> <p>Réalisée</p>

SMCL N°9 du 28 novembre 2013	<ul style="list-style-type: none"> - Le MP/MF/PE doit écrire une lettre au Ministère des Finances pour demander au liquidateur des SDF en liquidation dans ces 2 départements de prendre en compte les fonds ARMGD I. - Les montants non recouverts par les 2 SDF doivent être établis par le Programme en collaboration avec les IMF concernées et transmis au Ministère des Finances. 	<p style="text-align: center;">Non réalisé</p> <p style="text-align: center;">Réalisé</p>
SMCL N°10 du 23 décembre 2013	<ul style="list-style-type: none"> - Le rapport final du programme doit être repris en tenant compte des observations et amendements des membres et transmis aux Ordonnateurs au plus tard le 29/12/2013. Il sera validé à la SMCL qui se tiendra le 8/01/2014. 	<p style="text-align: center;">Non réalisé dans les délais</p>
SMCL N°11 du 10 janvier 2014	<ul style="list-style-type: none"> - La prévision des dépenses après la clôture est validée avec les montants proposés, de 99.857,13 euros ainsi que le solde de 2.419.779 euros. Ce solde pourra être corrigé en fonction de la liquidation exacte des engagements et des suites des audits. - Sur cette base, la SMCL a approuvé l'inventaire du matériel et des équipements du programme ARMGDII présenté par la direction. - La SMCL a approuvé l'affectation du matériel et des équipements du programme ARMGDII tel que proposé par la direction. - Le rapport final du programme doit être repris en tenant du canevas en vigueur et transmis aux Ordonnateurs au plus tard le 20/01/2014. Il sera validé à la SMCL qui se tiendra le 24/01/2014. 	

2 Dépenses

Budget vs Actuals (Year to Month) of NER0802811

Project Title : Programme d'augmentation des revenus monétaires des femmes dans la région de Dosso - Phase II

Budget Version: F01

Year to month : 31/12/2013

Currency : EUR

YtM : Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2012	Expenses 2013	Total	Balance	% Exec
LA PROMOTION ÉQUITABLE DU POTENTIEL ET DE LA			2.441.002,68	316.455,43	202.307,62	518.763,05	1.922.239,63	21%
01 Résultat 1: Les rendements, la productivité et la qualité			590.286,44	116.463,05	69.224,77	185.687,82	404.578,62	31%
01 Mettre en place et former une Unité d'appui à		COGES	157.375,34	30.310,01	17.360,08	47.670,09	109.705,25	30%
02 Organiser la formation en gestion, en commercialisation et		COGES	166.547,25	57.998,76	19.217,34	77.216,10	89.331,15	46%
03 Développer des filières porteuses pour les femmes		COGES	56.595,58	4.621,10	32.639,73	37.260,83	19.334,75	66%
04 Créer et opérationnaliser un fonds de démarrage et		COGES	114.334,50	0,00	7,62	7,62	114.326,88	0%
05 Encadrement par les ONG		COGES	95.413,77	23.533,18	0,00	23.533,18	71.880,59	25%
02 Résultat 2: Les femmes ont davantage accès aux			379.861,10	54.403,05	18.903,94	73.306,99	306.554,11	19%
01 Augmenter des lignes de crédit auprès des IMF		COGES	135.972,68	129,58	0,00	129,58	135.843,10	0%
02 Renforcer les compétences de ces IMF, leurs agents et		COGES	145.011,60	54.273,47	18.903,94	73.177,41	71.834,19	50%
03 Renforcer le réseau des guichets des IMF		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
04 Sensibiliser les femmes sur le besoin de constituer leurs		COGES	47.044,46	0,00	0,00	0,00	47.044,46	0%
05 Développer de nouveaux produits financiers en		COGES	15.244,60	0,00	0,00	0,00	15.244,60	0%
06 Appuyer la mise en oeuvre du R2		REGIE	36.587,76	0,00	0,00	0,00	36.587,76	0%
03 Résultat 3: Les tâches des femmes sont allégées			986.009,16	38.528,65	4.546,81	43.075,46	942.933,70	4%
01 Réhabiliter les équipements installés en phase I		COGES	149.250,50	22.586,40	3.944,64	26.531,04	122.719,46	18%
02 Mettre en place des équipements adéquats en vue		COGES	152.446,00	0,00	0,00	0,00	152.446,00	0%
03 Aménagement des espaces collectifs pour les femmes		COGES	550.330,05	0,00	0,00	0,00	550.330,05	0%
04 Appui à l'encadrement des comités de gestion		COGES	38.568,84	28,39	602,17	630,56	37.938,28	2%
05 Encadrement par les ONG		COGES	95.413,77	15.913,86	0,00	15.913,86	79.499,91	17%
04 Résultat 4: Les femmes sont formées et leurs			484.865,98	107.060,68	109.632,10	216.692,78	268.173,20	45%
		REGIE	834.000,00	367.891,35	155.101,91	522.993,26	311.006,74	63%
		COGEST	3.516.805,40	906.419,39	401.756,79	1.308.176,18	2.208.629,22	37%
		TOTAL	4.350.805,40	1.274.310,74	556.858,70	1.831.169,44	2.519.635,96	42%



Budget vs Actuals (Year to Month) of NER0802811 Printed on vrijdag 10 januari 2014

page: 1

Budget vs Actuals (Year to Month) of NER0802811

Project Title : Programme d'augmentation des revenus monétaires des femmes dans la région de Dosso - Phase II

Budget Version: **F01**

Year to month : 31/12/2013

Currency : EUR

YTM : Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2012	Expenses 2013	Total	Balance	% Exec
01 Assurer l'alphabétisation des femmes		COGES	300.000,00	79.437,13	106.019,82	185.456,95	114.543,05	62%
02 Organiser des sessions de formation de recyclage pour les		COGES	25.915,82	2.766,93	0,00	2.766,93	23.148,89	11%
03 Organiser des séances de sensibilisation/formation à		COGES	27.440,28	0,00	0,00	0,00	27.440,28	0%
04 Diffuser la méthodologie GRA		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
05 Information sur les réalisations des femmes et de leur		COGES	74.208,36	20.599,98	3.612,28	24.212,26	49.996,10	33%
06 Encadrement par les ONG		COGES	57.301,52	4.256,64	0,00	4.256,64	53.044,88	7%
X RÉSERVE BUDGÉTAIRE			107.951,14	-285,47	0,00	-285,47	108.216,61	0%
01 Réserve budgétaire			107.951,14	-285,47	0,00	-285,47	108.216,61	0%
01 Réserve budgétaire Cogestion		COGES	107.951,14	-157,96	0,00	-157,96	108.109,10	0%
02 Réserve budgétaire Régie		REGIE	0,00	-107,51	0,00	-107,51	107,51	?
Z MOYENS GÉNÉRAUX			1.801.851,58	958.120,78	354.551,08	1.312.671,86	489.179,72	73%
01 Frais de personnel			1.091.615,62	524.198,90	233.469,19	757.668,09	333.947,53	69%
01 Assistants techniques		REGIE	600.000,00	326.244,60	116.896,33	443.140,93	156.859,07	74%
02 Personnel régional		COGES	280.661,20	133.607,35	92.038,26	225.645,61	55.015,59	80%
03 Equipe finance et administration		COGES	62.319,17	25.330,12	15.764,62	41.094,74	21.224,43	66%
04 Equipe technique		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
05 Autres frais de personnel		COGES	148.635,25	39.016,83	8.769,98	47.786,81	100.848,44	32%
02 Investissements			157.729,90	155.245,20	749,42	155.994,62	1.735,28	99%
01 Véhicules		COGES	140.903,93	140.903,98	0,00	140.903,98	-0,05	100%
02 Equipement bureau		COGES	1.525,00	1.307,98	403,38	1.711,36	-186,36	112%
03 Equipement IT		COGES	10.949,90	9.552,42	15,24	9.567,66	1.382,24	87%
		REGIE	834.000,00	367.891,35	155.101,91	522.993,26	311.006,74	63%
		COGEST	3.516.805,40	906.419,39	401.756,79	1.308.176,18	2.208.629,22	37%
		TOTAL	4.350.805,40	1.274.310,74	556.858,70	1.831.169,44	2.519.635,96	42%



Budget vs Actuals (Year to Month) of NER0802811

Project Title : **Programme d'augmentation des revenus monétaires des femmes dans la région de Dosso - Phase II**

Budget Version: **F01**

Currency : **EUR**

YTM :

Year to month : 31/12/2013

Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2012	Expenses 2013	Total	Balance	% Exec
04 Aménagements du bureau		COGES	4.351,07	3.480,82	330,80	3.811,62	539,45	88%
03 Frais de fonctionnement			217.487,33	104.122,85	49.774,44	153.897,29	63.560,04	71%
01 Loyer du bureau		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
02 Services et frais de maintenance		COGES	19.057,78	11.014,83	4.163,21	15.178,04	3.879,74	80%
03 Frais de fonctionnement des véhicules		COGES	72.750,00	49.173,34	22.039,67	71.213,01	1.536,99	98%
04 Télécommunications		COGES	16.000,00	8.083,85	3.515,22	11.579,07	4.420,93	72%
05 Fournitures de bureau		COGES	30.000,00	13.513,40	2.541,62	16.055,02	13.944,98	54%
06 Missions		COGES	17.500,00	2.409,84	5.273,75	7.683,59	9.816,41	44%
07 Frais de représentation et de communication externe		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
08 Formations OCA		COGES	38.800,00	12.767,06	3.433,15	16.200,21	22.599,79	42%
09 Diagnostics et formations en gestion financière et		REGIE	8.167,34	30,24	7.353,79	7.384,03	783,31	90%
10 Frais de consultance (divers)		COGES	8.513,23	3.186,32	0,00	3.186,32	5.326,91	37%
11 Frais financiers		COGES	600,00	-472,72	-282,29	-755,01	1.355,01	-126%
12 Frais TVA		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
13 Frais de visibilité		COGES	6.098,98	4.436,69	1.736,32	6.173,01	-74,03	101%
14 Autres frais de fonctionnement		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
04 Démarrage du programme			180.251,83	151.984,57	35.770,26	187.634,83	-7.383,00	104%
01 Atelier de validation		COGES	2.286,92	3.101,91	0,00	3.101,91	-814,99	138%
02 Diagnostic villageois (villages Phase I)		COGES	6.860,30	6.072,57	161,60	6.234,17	626,13	91%
03 Adaptation du manuel de procédures		COGES	762,23	1,52	0,00	1,52	760,71	0%
04 Base line		REGIE	21.884,60	21.997,57	0,00	21.997,57	-112,97	101%
		REGIE	834.000,00	367.891,35	155.101,91	522.993,26	311.006,74	63%
		COGEST	3.516.805,40	906.419,39	401.756,79	1.308.176,18	2.208.629,22	37%
		TOTAL	4.350.805,40	1.274.310,74	556.858,70	1.831.169,44	2.519.635,96	42%



Budget vs Actuals (Year to Month) of NER0802811

Project Title : **Programme d'augmentation des revenus monétaires des femmes dans la région de Dosso - Phase II**

Budget Version: **F01**
 Currency : **EUR** Year to month : 31/12/2013
 YTM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2012	Expenses 2013	Total	Balance	% Exec
05 Sélection des nouveaux villages		COGES	32.395,30	29.717,29	0,00	29.717,29	2.678,01	92%
06 Diagnostic nouveaux villages		COGES	97.947,08	90.973,71	35.608,66	126.582,37	-28.635,29	129%
07 Evaluation du démarrage		REGIE	18.115,40	0,00	0,00	0,00	18.115,40	0%
05 Audit et Suivi et Evaluation			154.766,90	22.689,26	34.787,77	57.477,03	97.289,87	37%
01 Frais de suivi et évaluation		REGIE	65.244,90	0,00	29.440,36	29.440,36	35.804,54	45%
02 SMCL		COGES	5.522,00	2.982,81	3.935,98	6.898,79	-1.376,79	125%
03 Audit international		REGIE	20.000,00	17.904,83	0,00	17.904,83	2.095,17	90%
04 Audit national		REGIE	24.000,00	0,00	0,00	0,00	24.000,00	0%
05 Backstopping		REGIE	20.000,00	1.932,88	1.411,43	3.344,31	16.655,69	17%
06 Capitalisation		REGIE	20.000,00	-111,26	0,00	-111,26	20.111,26	-1%
99 Conversion rate adjustment			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
99 Conversion rate adjustment		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%

REGIE	834.000,00	367.891,35	155.101,91	522.993,26	311.006,74	63%
COGEST	3.516.805,40	906.419,39	401.756,79	1.308.176,18	2.208.629,22	37%
TOTAL	4.350.805,40	1.274.310,74	556.858,70	1.831.169,44	2.519.635,96	42%



3 Taux de décaissement de l'intervention

Source de financement (Euros)		Budget cumulé	Dépenses réelles cumulées	Taux de déboursement cumulé	Commentaires et remarques
Contribution directe belge	<i>Cogestion</i>	3.516.805,40	1.308.176,18	37%	
	<i>Régie</i>	834.000	522.993,26	63%	
	TOTAL	4.350.805,40	1.831.169,44	42%	
Contribution du pays partenaire		625.855,00	287.428,31	45,92%	
Autre source	SANS OBJET				

Source de financement FCFA		Budget cumulé	Dépenses réelles cumulées	Taux de déboursement cumulé	Commentaires et remarques
Contribution directe belge	<i>Cogestion</i>	2.306.873.120	858.107.322	37%	
	<i>Régie</i>	547.068.138	343.061.090	63%	
	TOTAL	2.853.941.258	1.201.168.412	42%	
Contribution du pays partenaire		410.533.968	188.540.612	45,92%	
Autre source	SANS OBJET				

4 Personnel de l'intervention

Type de personnel		Genre	Durée de recrutement			Commentaires
Nom	Fonction		Arrivé	Départ	Durée	
1. Personnel national mis à la disposition par le Pays Partenaire						
Adamou HAMADOU	Responsable National	H	oct-10	10/01/2014	38 mois	Départ Fermeture anticipée
2. Personnel d'appui recruté localement						
Aoula YAHAYA	Chargé des opérations	H	21/02/2011	15/10/2012	20 mois	Départ suite à démission
Assoumane MAMANE	Chargé du Suivi & Evaluation	H	21/02/2011	12/11/2012	21 mois	Départ suite à démission
Tahirou HAMANI	Responsable Administratif & Financier	H	14/02/2011	14/02/2012	12 mois	Départ suite à démission
Mme ABDOU Bibata	Secrétaire-Caissière	F	21/02/2011	30/06/2012	16 mois	Départ suite à démission
Hama HIMA	Chargé des Filières	H	17/12/2012	07/02/2014	14 mois	Départ Fermeture anticipée
Hama SEYNI	Chargé de la Microfinance	H	06/11/2012	08/02/2014	15 mois	Départ Fermeture anticipée
Mahamane BOUBAKAR	Chargé du Suivi & Evaluation	H	17/12/2012	07/02/2014	14 mois	Départ Fermeture anticipée
Ousmane T. BA	Responsable Administratif & Financier	H	23/03/2012	07/02/2014	23 mois	Départ Fermeture anticipée
SY DIONMANSY Issaka	Secrétaire-Caissier	H	05/11/2012	07/12/2013	15 mois	Départ Fermeture anticipée
Kimba HASSOUMI	Chauffeur	H	01/03/2011	07/12/2013	33 mois	Départ Fermeture anticipée
Abdoulaye DARGO	Chauffeur	H	14/10/2011	07/12/2013	26 mois	Départ Fermeture anticipée
Ousmane Djibo ATTIKOU	Chauffeur	H	23/03/2012	07/12/2013	22 mois	Départ Fermeture anticipée
Abdoulaziz Alpha IDRISSE	Agent d'entretien	H	10/10/2011	07/12/2013	26 mois	Départ Fermeture anticipée
3. Personnel d'appui, recruté localement par la CTB :						
SANS OBJET						
4. Personnel de formation, recruté localement :						

SANS OBJET						
5. Experts internationaux (CTB) :						
Marie-Claire LEPAPE	ATI Co-Responsable	F	10/10/2010	31/05/2013	32mois	
Thierry	ATI	H	15/10/2012	15/02/2013	04 mois	
Karlien GORISSEN	AT Junior	F	15/10/2011	14/10/2012	12 mois	
6. Personnel international (hors CTB) :						
SANS OBJET						

5 Marchés publics

MARCHES PUBLICS 2010

Numéro du marché	Intitulé du marché	Briève description du marché	Type du marché	Montant (estimé / réalisé)	Mode d'exécution	Code Budgétaire	Fournisseur(s)	Mode de passation	Etat d'avancement	Date(s) / Période(s) d'Exécution	Date(s) / Période(s) Paiement
	Consultance démarrage programme	Apporter un appui au démarrage du programme	Services	9 030 000	Régie	Z_01_01	Consultant Yayé Hassane	Consultation restreinte	Exécuté	Q2 2010	Avril et Juillet 2010

MARCHES PUBLICS 2011

Numéro du marché	Intitulé du marché	Briève description du marché	Type du marché	Montant (estimé / réalisé)	Mode d'exécution	Code Budgétaire	Fournisseur(s)	Mode de passation	Etat d'avancement	Date(s) / Période(s) d'Exécution	Date(s) / Période(s) Paiement
001/01	Recrutement personnel CCA	Apporter un appui pour le recrutement du personnel cadre de l'ARMFD II	Services	1 615 000	cogestion	Z_03_10	COSEF	Appel d'offre restreint	Exécuté	décembre 2010 et janvier 2011	févr-11
002/01	Audit informatique	Auditer et relever les faiblesses du parc informatique	Services	510 000	cogestion	Z_03_10	Gamma Informatique	Appel d'offre restreint	Exécuté	janvier et février 2011	mai-11
003/01	Implantation et expérimentation d'un jardin tropical amélioré	Expérimenter de nouvelles techniques d'implantation d'un jardin familial	Services	854 400	cogestion	Z_01_01	JTA	Contrat gré à gré	Exécuté	QI et QII	QI et QII 2011

004/01	Recyclage des membres fondateurs du centre multifonctionnel	Assurer la formation et le recyclage des membres fondateurs et des STD	Services	205 000	cogestion	A_04_02	Service Régional de l'Action Coopérative	Contrat gré à gré	Exécuté	29 et 30 mars 2011	15-avr-11
005/01	Gardiennage bureau ARMFD II	Assurer la sécurité des locaux et du personnel ARMFD II	Services	1 080 000	cogestion	Z_03_02	Groupe Macis	Consultation restreinte	Exécuté	avril 2011 à mars 2012	avril 2011 à mars 2012
006/01	Formation des formateurs en gestion, commercialisation et techniques de production	Assurer la formation des formateurs et des femmes relais en gestion, commercialisation et techniques de production	Services	8 177 000	cogestion	Z_01_01	Management for Enterprise Consult	Consultation restreinte	Exécuté	Mai 2011 à octobre 2011	QIII
007/01	Acquisition de matériel roulant	Acquisition d'1 véhicule tt station wagon (lot1), 1véhicule tt monocabine (Lot 2) et 27 motos tt (lot 3)	Fournitures	92 000 249	cogestion	Z_02_01	CFAO/La Nigérienne de l'Automobile	Appel d'offre international	Exécuté	Juin- juillet- Aout 2011	QIII
09/01	Formation en approche filière	Former les STD et animateurs en approche filière	Services	8 560 000	cogestion	A_01_03	SARE BECOS	Consultation restreinte	Elaboration des TDR	août-11	
	Evaluation technique et de l'environnement sociologique des équipements ADT Phase I	Evaluer les résultats de l'activité d'installation et de gestion des équipements d'allègement des tâches sous ARMFD I	Services	18 000 000	cogestion	A_03_01	Cabinet BUNEC	Consultation restreinte	Exécuté	juin-11	Q3

	Evaluation des capacités d'intervention des ONG	Evaluer les prestations des ONG sous ARMFD I et apprécier les dossiers des ONG ayant répondu à la manifestation d'intérêt	Services	9.486.990	Cogestion	A_01_05 A_02_A4 A_03_05 A_04_06	Attribué à BUNEC	Consultation restreinte	Exécuté	juin-11	Q3
	Finalisation et opérationnalisation du plan de suivi des activités d'ARMFD II	Finaliser la base documentaire nécessaire à l'établissement des indicateurs du Programme ARMFD II et mettre en oeuvre un plan de suivi	Services	9 850 000	cogestion	Z_04_04	Mohamadou larwan	Consultation restreinte	Elaboration des TDR	juin-11	Q2

MARCHES PUBLICS 2012

Numéro du marché	Intitulé du marché	Briève description du marché	Type du marché	Montant (estimé / réalisé)	Mode d'exécution	Code Budgétaire	Fournisseur(s)	Mode de passation	Etat d'avancement	Date(s) / Période(s) d'Exécution	Date(s) / Période(s) Paiement
NER/...../2012	Contrat de supervision avec cabinet MEC	Appui à la supervision des formations des femmes leaders/femmes des GPF et au réseau des formateurs (GERME)	Services	5 000 000	cogestion	A_01_02	Management for Enterprise Consult	Entente directe	Exécuté	Octobre - Décembre 2012	Q4/2012
NER/...../2012	Contrat d'expertise perlée	Appui technique au Chargé de la micro finance et aux SFD	Services	8 000 000	cogestion	A_02_06	Attribué à ICI Ouagadougou	Consultation restreinte	Exécuté	Nov-décembre 2012	Q4/2012
NER/...../2012	Contrat entretien motos	Entretien des motos des STD	Services	1 656 000	cogestion	Z_03_03	Attribué au garage Idé Madougou	Consultation restreinte	Exécuté	Juin-Décembre 2012	Q4/2012

MARCHES PUBLICS 2013

Numéro du marché	Intitulé du marché	Briève description du marché	Type du marché	Montant (estimé / réalisé)	Mode d'exécution	Code Budgétaire	Fournisseur(s)	Mode de passation	Etat d'avancement	Date(s) / Période(s) d'Exécution	Date(s) / Période(s) Paiement
01/2013	Equipement de 100 centres d'alphabétisation	Fourniture des équipements (tableau, chaise, table, banc, etc.) pour la campagne d'alphabétisation 2012-2013	Biens	13 845 000	Cogestion	A_04_01	DAOUDA Nassirou	Consultation de fournisseurs	Clôturé	Janvier 2013	Janvier 2013

02/2013	Transport des équipements	Transport des équipements des centres alpha du chef lieu de département dans les villages	Services	2 540 000	Cogestion	A_04_01	Syndicat des Transporteurs Voyageurs de Dosso	Consultation de fournisseurs	Clôturé	Janvier 2013	Janvier 2013
03/2013	Acquisition de petit matériel d'alphabétisation	Fourniture de craies, règles, éponges, seaux, etc. pour 100 centres alpha	Biens	2 900 000	Cogestion	A_04_01	Groupe papeterie cadeaux	Consultation de fournisseurs	Clôturé	Janvier 2013	Février 2013
04/2013	Production de livrets et guides pour l'alphabétisation	Production de livrets et guides pour alphabétiseurs et apprenants pour la campagne 2012-2013	Biens	5 365 550	Cogestion	A_04_01	Groupe Macis	Consultation de fournisseurs	Clôturé	Mars 2013	Avril 2013
06/2013	Etude de fonctionnalité du CM et des UC	Diagnostic participatif de fonctionnalité des unions communales et du Centre multifonctionnel	Services	6 147 770	cogestion	A_01_03	YAYA Assane	Consultation de fournisseurs	Clôturé	Avril 2013	Juin 2013
07/2013	Acquisition de semences améliorées et de produits phytosanitaires	Mise à disposition de semences améliorées et produits phytosanitaires des 15 unions communales	Biens	11 708 325	cogestion	A_01_03	Entreprise HUSA'A	Consultation de fournisseurs	Clôturé	Mai 2013	Mai 2013
08/2013	Appui/accompagnement formations GERME	Formation de nouveaux encadreurs, suivi des formations des FR, appui-conseil au réseau des formateurs certifiés	Services	9 742 360	cogestion	A_01_02	ISMAILOU Ibrahim	Consultation de fournisseurs	Clôturé	Mars - Juillet 2013	Octobre 2013

6 Accords d'exécution

N°	Mode d'exécution	Code budgétaire	Noms Institutions partenaires	Statut	Date entrée en vigueur	Date fin	Remarques	Montant total de l'accord FCFA	Montant total en euros	Montant transféré en euros	Solde de l'accord FCFA	Solde à justifier	Statut
AE 001	Cogestion	Z_04_02	DRAT/DC	Etatique	01-juin-11	Août 2011	Diagnostic rapide et participatif dans les 120 villages de la zone d'intervention d'ARMFD I	19.926.500	30.377,75	30.377,75	0		Clôturé
AE 002	Cogestion	Z_01_05	DR P/PF/PE Dosso	Etatique	01-juil-11	30/09/2012	Appui à la DR P/PF/PE Dosso pour la stabilisation des agents communaux et la mise en œuvre des activités du Programme ARMFD II	31.500.000	48.021,44	42.059,76	3.910.603	0	Clôturé
AE 003	Cogestion	A_04_01	DREN	Etatique	14/12/2011	15-juin-12	Mise en place et suivi/évaluation des activités d'alphabétisation de la campagne 2011-2012	14.300.000	21.800,21	21.407,82	257.392	1.293.693	En Cours
AE 004	Cogestion	A_04_01	ARIDEL	ONG	06-févr-12	31 mai 2012	Mise en œuvre de la campagne d'alphabétisation 2011-2012 dans le département de Doutchi	8.700.000	13.263,06	13.263,06	0	0	Clôturé
AE 005	Cogestion	A_04_01	DOUBANI	ONG	06-févr-12	31 mai 2012	Mise en œuvre de la campagne d'alphabétisation 2011-2012 dans le département de Dosso	8.700.000	13.263,06	13.263,06	0	0	Clôturé
AE 006	Cogestion	A_04_01	ANTD	ONG	06-févr-12	31 mai 2012	Mise en œuvre de la campagne d'alphabétisation 2011-2012 dans le département de Boboye	8.700.000	13.263,06	13.263,06	0	0	Clôturé
AE 007	Cogestion	A_04_01	GAMA	ONG	06-févr-12	31 mai 2012	Mise en œuvre de la campagne d'alphabétisation 2011-2012 dans le département de Loga	8.700.000	13.263,06	13.263,06	0	0	Clôturé

AE 008	Cogestion	A_04_01	VIE KANDE NY BAYRA	ONG	06-févr-12	31 mai 2012	Mise en œuvre de la campagne d'alphabétisation 2011-2012 dans le département de Gaya	8.700.000	13.263,06	13.263,06	0	0	Clôturé
AE 009	Cogestion	A_01_01	Centre Multifonctionnel el Hawa Zaley	Coopérative	01-avr-12	Août 2012	Mise en œuvre du plan de travail 3 mois de l'UAEF au CM	8.259.840	12.592,04	12.592,04	0	0	Clôturé
AE 010	Cogestion	Z_04_06	ARIDEL	ONG	11-mai-12	01/08/2012	Diagnostic approfondi de 26 villages dans Dogondoutchi	14.610.000	22.272,8	22.272,8	0	0	Clôturé
AE 011	Cogestion	Z_04_06	GAMA	ONG	11-mai-12	01/08/2012	Diagnostic approfondi de 30 villages dans les départements de Loga et Dosso	15.734.000	23.986,33	23.697,52	189.440	0	Clôturé
AE 012	Cogestion	Z_04_06	CDR	ONG	11-mai-12	01/08/2012	Diagnostic approfondi de 30 villages dans les départements de Gaya et Boboye	14.610.000	22.272,8	22.217,24	36.440	0	Clôturé
AE 013	Cogestion	Z_04_06	AID/KOOKARI	ONG	11-mai-12	01/08/2012	Diagnostic approfondi de 20 villages dans Dosso	10.456.000	15.940,07	15.940,07	0	0	Clôturé
AE 014	Cogestion	Z_04_06	ANTD	ONG	11-mai-12	01/08/2012	Diagnostic approfondi de 19 villages dans Boboye	10.284.000	15.677,86	15.520,16	103.440	0	Clôturé
AE 015	Cogestion	A_01_01	Centre Multifonctionnel el Hawa Zaley	Coopérative	28-nov-12	non déterminé	Soutien financier au CM pour mettre fin aux contrats de travail des employés	3.634.905	5.541,37	5.541,37	0	0	Clôturé
AE 016	Cogestion	A_04_01	ARIDEL	ONG	11-déc-12	15/07/2013	Réalisation de la campagne d'alphabétisation 2012-2013	11.700.000	17.836,54	15.671,86	1.419.930	2.925.000	En Cours
AE 017	Cogestion	A_04_01	GAMA	ONG	11-déc-12	15/07/2013	Réalisation de la campagne d'alphabétisation 2012-2013	11.700.000	17.836,54	15.635,09	1.444.050	2.925.000	En Cours
AE 018	Cogestion	A_04_01	DOUBANI	ONG	11-déc-12	15/07/2013	Réalisation de la campagne d'alphabétisation 2012-2013	11.700.000	17.836,54	15.614,04	1.457.860	2.925.000	En Cours
AE 019	Cogestion	A_04_01	ANTD	ONG	11-déc-12	15/07/2013	Réalisation de la campagne d'alphabétisation 2012-2013	11.700.000	17.836,54	15.400,61	1.597.860	2.925.000	En Cours

AE 020	Cogestion	A_04_01	VIE KANDE NY BAYRA	ONG	11-déc-12	15/07/2013	Réalisation de la campagne d'alphabétisation 2012-2013	11.700.000	17.836,54	15.691,99	1.406.725	2.925.000	En Cours
AE 021	Cogestion	A_04_1	DREN	Etatique	20-déc-13	15/07/2013	Encadrement pédagogique de la campagne d'alphabétisation 2012-2013	10.285.000	15.679,38	7.055,72	5.656.750	2.119.250	En Cours
AE 022	Cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Mokko	Collectivités locales	01-févr-13	01-juil-13	Réhabilitation des équipements ADT dans les communes encadrées par ARMFD I	590.013	899,46	899,46	0	0	Clôturé
AE 023	Cogestion	A_03_02	Commune Rurale de Harikanassou	Collectivités locales	01-févr-13	01-juil-13	Réhabilitation des équipements ADT dans les communes encadrées par ARMFD I	651.000	992,44	992,44	0	0	Clôturé
AE 024	Cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Bana	Collectivités locales	01-févr-13	01-juil-13	Réhabilitation des équipements ADT dans les communes encadrées par ARMFD I	1.185.000	1 806,52	1 806,52	0	0	Clôturé

7 Équipements

Inventaire des équipements au 10/01/2014 et affectation validée par la SMCL de clôture.

I-Matériel roulant									
N°inventaire	N° de serie	Désignation	Valeur achat FCFA	Date d'acquisition	Etat	Durée	Mode financement	Localisation	Affectation
MR/ARMDII/001	JMY2NV96	PAJERO SW 8IT 5840 RN	20800 000	02/09/2011	Bon	2 ans	Cogestion	UGP	DRP/PF/PE
MR/ARMDII/002	MMBENK	Pick up L200 8IT 5842 RN	12 900 000	02/09/2011	Bon	2 ans	Cogestion	UGP	PAMED II Dosso
MR/ARMDII/010	DEO2XO70309	Moto DT 125 8IT 5887	2 180 000	13/10/2011	Bon	2 ans	Cogestion	UGP	PAMED II Dosso
MR/ARMD II/011	DEO2X070017	Moto DT 125 8IT 5886	2 180 000	13/10/2011	Bon	2 ans	Cogestion	UGP	DRP/PF/PE. Dpt. Gaya
MR/ARMDII/012	DE02X068709	Moto DT 125 8IT 5885	2 180 000	13/10/2011	Assez Bien	2 ans	Cogestion	UGP	DRP/PF/PE. Dpt. Birni N'Gaouré
MR/ARMDII/013	DE02X070027	Moto DT 125 8IT 5884	2 180 000	13/10/2011	Assez Bien	2 ans	Cogestion	UGP	DRP/PF/PE. Dpt. Dosso
MR/ARMDII/014	DEO2X070488	Moto DT 125 8IT 5883	2 180 000	13/10/2011	Bon	2 ans	Cogestion	UGP	DRP/PF/PE. Dpt. Loga
MR/ARMDII/015	DE02X070313	Moto DT 125 8IT 5882	2 180 000	13/10/2011	Bon	2 ans	Cogestion	UGP	DRP/PF/PE. SC Birni'nGaouré
MR/ARMDII/016	DE02X068754	Moto DT 125 8IT 5881	2 180 000	13/10/2011	Bon	2 ans	Cogestion	UGP	PAMED II Dosso
MR/ARMDII/017	DE02X068755	Moto DT 125 8IT 5880	2 180 000	13/10/2011	Bon	2 ans	Cogestion	UGP	PAMED II Dosso
MR/ARMDII/018	DEO2X070030	Moto DT 125 8IT 5879	2 180 000	13/10/2011	Bon	2 ans	Cogestion	UGP	PAMED II Dosso
MR/ARMDII/019	DEO2X070314	Moto DT 125 8IT 5878	2 180 000	13/10/2011	Bon	2 ans	Cogestion	UGP	PAMED II Dosso
MR/ARMDII/020	DE02X070018	Moto DT 125	2 180 000	13/10/2011	Bon	2 ans	Cogestion	UGP	DRP/PF/PE. Dpt. Douthi

		8IT 5877							
MR/ARMDII/021	DE02X068751	Moto DT 125 8IT 5876	2 180 000	13/10/2011	Assez Bien	2 ans	Cogestion	UGP	DRP/PF/PE. SC-Loga
MR/ARMDII/022	DE02X070490	Moto DT 125 8IT 5875	2 180 000	13/10/2011	Bon	2 ans	Cogestion	UGP	PAMED II Dosso
MR/ARMDII/023	DE02X070311	Moto DT 125 8IT 5874	2 180 000	13/10/2011	Bon	2 ans	Cogestion	UGP	DRP/PF/PE. SC Dosso
MR/ARMDII/024	DE02X068753	Moto DT 125 8IT 5888	2 180 000	13/10/2011	Bon	2 ans	Cogestion	UGP	DRP/PF/PE. SC-Doutchi
MR/ARMDII/025	DE02X070486	Moto DT 125 8IT 5889	2 180 000	13/10/2011	Bon	2 ans	Cogestion	UGP	Commune - Farey
MR/ARMDII/022	DE02X070026	Moto DT 125 8IT 5890	2 180 000	13/10/2011	Assez Bien	2 ans	Cogestion	UGP	Commune -Harikanassou
MR/ARMDII/023	DE02X069541	Moto DT 125 8IT 5891	2 180 000	13/10/2011	Bon	2 ans	Cogestion	UGP	DRP/PF/PE SC-Gaya
MR/ARMDII/024	DE02X070487	Moto DT 125 8IT 5892	2 180 000	13/10/2011	Bon	2 ans	Cogestion	UGP	Commune -Koygolo
MR/ARMDII/025	DE02X070310	Moto DT 125 8IT 5893	2 180 000	13/10/2011	Bon	2 ans	Cogestion	UGP	Commune Kankandi
MR/ARMDII/026	DE02X07506	Moto DT 125 8IT 5894	2 180 000	13/10/2011	Assez Bien	2 ans	Cogestion	UGP	Commune -Falwel
MR/ARMDII/027	DE02X070312	Moto DT 125 8IT 5895	2 180 000	13/10/2011	Assez Bien	2 ans	Cogestion	UGP	Commune Sorkorbé
MR/ARMDII/028	DE02X070031	Moto DT 125 8IT 5896	2 180 000	13/10/2011	Bon	2 ans	Cogestion	UGP	Commune Tibiri
MR/ARMDII/029	DE02X068750	Moto DT 125 8IT 5897	2 180 000	13/10/2011	Bon	2 ans	Cogestion	UGP	Commune Kéché
MR/ARMDII/030	DE02X069560	Moto DT 125 8IT 5898	2 180 000	13/10/2011	Bon	2 ans	Cogestion	UGP	Commune Tounouga
MR/ARMDII/031	DE02X069559	Moto DT 1258 IT 5899	2 180 000	13/10/2011	Bon	2 ans	Cogestion	UGP	Commune Bana
MR/ARMDII/031	DE02X068748	Moto DT 125 8IT 5900	2 180 000	13/10/2011	Bon	2 ans	Cogestion	UGP	Commune Mokko

II- Matériel et Mobilier de bureau :

N°inventaire	Désignation	Valeur achat FCFA	Date d'acquisition	Etat	Durée	Mode financement	Localisation	Affectation
MB/ARMFDII/001	Bureau en bois à 3 tiroirs	107 000	17/12/2011	Bon	2 ans	Cogestion	Bureau ATN	PAMED II
MB/ARMFDII/002	Photocopieuse Numérique Gestener MP 2000 LN	2 210 200	27/09/2012	Neuf	1 an	Cogestion	Secrétariat	DRP/PF/PE

III-Materiel informatique:

N°inventaire	N° de serie	Désignation	Valeur achat FCFA	Date d'acquisition	Etat	Durée	Mode financement	Localisation	Affectation
MI/ARMFDII/001	CNF03663GN	Ordinateur portable Compaq	725 000	03/03/11	Bon	2 ans	Cogestion	Bureau ATN S & E	DRP/PF/PE
MI/ARMFDII/002	CNF036624V	Ordinateur portable Compaq	725 000	03/03/11	Bon	2 ans	Cogestion	Bureau RAF	Gouverneur Dosso
MI/ARMFDII/003	CNFO3663XL	Ordinateur portable Compaq	725 000	03/03/11	Bon	2 ans	Régie	Bureau ATN S & E	Stock CTB
MI/ARMFDII/004	CNCJ836033	Imprimante HP Laser jet 2014	280 000	03/03/11	Bon	2 ans	Cogestion	Secrétariat	Gouverneur Dosso
MI/ARMFDII/005	CNC 9541580	Imprimante HP Laser jet 2014	280 000	03/03/11	Bon	2 ans	Régie	Bureau ATN Microfinance	Stock CTB
MI/ARMFDII/006	CNCJ567723	Imprimante HP Laser jet 2014	280 000	03/03/11	Bon	2 ans	Cogestion	UAEF	PAMED II
MI/ARMFDII/007	SN2GE3VATE	Disque dur Externe	80 000	03/03/11	Bon	2 ans	Cogestion	Bureau RAF	Stock CTB
MI/ARMFDII/008	SN2GE3VA24	Disque dur externe	80 000	03/03/11	Bon	2 ans	Régie	Bureau S & E	Stock CTB
MI/ARMFD II/009	4CZ0363BY8	Ordinateur portable HP G62	590 000	28/06/2012	Bon	1 an	Cogestion	Bureau ATN Microfinance	PAMED II Dosso
MI/ARMFD II/010	4CZ0400S0Z	Ordinateur portable HP G62	590 000	28/06/2012	Bon	1 an	Cogestion	Bureau ATN Filière	Conseil Régional - Dosso

MI/ARMDII/011	VNC 3413261	Imprimante HP Laser jet P2035	277 500	01/11/12	Bon	1 an	Cogestion	Bureau RAF	Conseil Régional -Dosso
MI/ARMDII/012	VNC 3414464	Imprimante HP Laser jet P2035	277 500	01/11/12	Bon	1 an	Cogestion	Bureau ATI	DRP/PF/PE

IV-Matériel audio visuel

N°inventaire	N° de série	Désignation	Valeur achat FCFA	Date d'acquisition	Etat	Durée	Mode financement	Localisation	Affectation
MAV/ARMDII/001	PDI9904692	Digital projection	483 194	21/10/2011	Bon	2 ans	Cogestion	Secrétariat	DRP/PF/PE

8 Cadre logique original tiré du DTF :

Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Sources de vérification	Suppositions importantes
<p>Objectif global</p> <p>La situation socio-économique des femmes est améliorée</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'évolution à la hausse du revenu et du patrimoine sous contrôle des femmes (nombre d'animaux, du fonds de commerce, des cotisations des tontines) - L'augmentation du temps disponible pour les femmes leur permettant de renforcer leurs positions socio-économiques (empowerment). - La participation accrue des femmes dans la prise de décisions au sein des ménages, au sein des organes de décisions (village, département, région, etc.) - L'amélioration de la reconnaissance des groupements des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport sur le budget des ménages (Rapport Direction Régionale de la Statistique) - Rapport d'évaluation - Etude d'impact 	<ul style="list-style-type: none"> - La stabilité macro-économique et politique du pays - La non - montée de l'intégrisme
<p>Objectif spécifique</p> <p>Le potentiel et la position des femmes au sein de l'économie du ménage et de l'économie du marché sont promus dans la région de Dosso</p>	<p>IOS1 L'amélioration de la rentabilité des activités économiques des femmes</p> <p>IOS 2 L'augmentation du contrôle des femmes sur leur propre budget</p> <p>IOS -3 La répartition plus juste des dépenses entre hommes et femmes</p>	<p>Rapport d'évaluation</p> <p>Etude d'impact⁵¹ - Suivi de l'évolution des revenus des femmes</p> <p>Rapport enquête budget des ménages</p> <p>Rapport analyse genre sur le contrôle des ressources</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le pouvoir d'achat des populations ne se dégrade pas - Les droits des femmes sont respectés (droit à l'éducation - l'accès aux soins de santé, etc.) - Les femmes utilisent le temps libéré pour mener des activités économiques

RESULTATS			
Description	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Sources de vérification	Suppositions importantes
R.1. Les rendements, la productivité et la qualité des productions réalisées par les femmes sont accrues	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du nombre de femmes et de groupements menant des AGR • Augmentation du bénéfice des AGR • Evolution de la production totale des AGR des femmes par filière/produits clé 	<ul style="list-style-type: none"> • Base de données du projet • Rapport annuel d'activités • Registre de comptabilité des AGR • Rapport d'évaluation des AGR • Rapport d'étude sur les filières Etude d'impact du programme (suivi périodique d'un échantillon de femmes bénéficiaires) 	<ul style="list-style-type: none"> • Production agricole favorable • La situation économique et politique du Niger est stable • L'environnement des affaires ne se détériore pas • Pas de baisse de prix sur le marché des produits finis
R 2. Les femmes ont davantage accès aux services financiers	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du nombre de femmes et groupements ayant reçu un crédit • Augmentation du montant des crédits octroyés <ul style="list-style-type: none"> - sur la ligne de crédit ARMFD - sur les ressources propres des IMF • Le portefeuille à risque (90 jours) est inférieur à 5 % 	<ul style="list-style-type: none"> • Base de données du projet • Documents techniques du système de monitoring par ANIP • Rapport d'activités des IMF 	<ul style="list-style-type: none"> • La solidarité entre les femmes reste intacte • Le secteur financier et de la microfinance en particulier ne connaît pas de problèmes majeurs • La législation sur la microfinance ne représente par un trop grand fardeau pour les petites IMF

<p>R 3. Les tâches des femmes sont allégées</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du nombre de femmes qui utilisent les équipements pour alléger leurs tâches • L'évolution du temps libéré et son utilisation pour : <ul style="list-style-type: none"> ○ Des activités génératrices de revenus ○ Des activités sociales ○ L'alphabétisation • Augmentation des infrastructures collectives opérationnelles- par type • Augmentation des équipements ADT installés et fonctionnels pour alléger les tâches des femmes par type 	<ul style="list-style-type: none"> • Base de données du programme y inclus des infos sur le statut des équipements (installé/ en panne/ fonctionnel/ tenue des comptes) • Rapport d'activités des ONG partenaires basés sur des documents fournis par les animateurs et par d'autres intervenants (Pv de réception et d'installation des équipements, PV de d'aménagement et/ou réhabilités) • Rapport de tenue des comptes par les comités de gestion <p>Cartographie des installations</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Equipements disponibles répondant aux attentes des femmes • Les prix des services sont abordables pour toute la population • Disponibilité de la matière première • Cohésion sociale au sein des villages • Sécurisation foncière des sites pour le maraîchage
<p>R 4. Les femmes sont formées et leurs compétences organisationnelles sont renforcées</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du nombre de femmes alphabétisées par l'ARMPD • Augmentation du nombre de groupements de femmes opérationnels • Intégration des hommes dans les cours d'alphabétisation fonctionnelle • Augmentation du nombre de GRA • Nombre de fois que les autorités locales consultent les groupements de femmes • Augmentation du nombre de groupements qui mettent en pratique les acquis des 	<ul style="list-style-type: none"> • Base de données du programme • Rapport d'activités annuel du prestataires en alphabétisation et rapport annuel de la Direction Régionale de l'Alphabétisation • Rapport semestriels des ONG (formations, appui-conseils, DPV, GRA, ...) • Rapport du DPV 	<ul style="list-style-type: none"> • Les femmes ont la liberté de s'organiser (non-claustration) • La cohésion sociale au niveau du village est assurée • Les autorités locales s'investissent dans le suivi des actions de développement de leurs entités • Publication des données
	<p>formations reçues</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport des GRA • Rapport d'évaluation Cartographe des GRA et des groupements 	<p>sexo-spécifique au niveau de la Statistique</p>

Activités principales	Moyens	Coûts
<p>A.1.1. Mettre en place et former une Unité d'Appui à l'Entrepreneuriat Féminin au sein du Centre Multifonctionnel des Femmes</p> <p>A.1.2. Organiser des formations (gestion, transformation, commercialisation) pour le groupe cible</p> <p>A.1.3. Développer des filières porteuses pour les femmes</p> <p>A.1.4. Créer et opérationnaliser un fonds de démarrage et d'innovation pour les AGR/GRA et micro-entreprises</p> <p>A.1.5. Encadrement par les ONG</p>	<p><u>Acteurs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Centre Multifonctionnel de Hawa Zaya (Unité de promotion de l'entrepreneuriat féminin - STD des Ministères concernés - Formateurs GERME - ONG et leurs animateurs - Les femmes relais <p><u>Moyens proposés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Sessions Formation des Formateurs GERME pour DAP et femmes-relais - Sessions gestion de base à organiser au niveau des 240 villages par l'ONG et l'AC- PF/PE ; - Sessions spécialisées à organiser au niveau des communes (10 sessions par commune) - Animation des filières : réunions et échanges, voyages d'études, GRA,.. - Fonds de démarrage et d'innovation pour les micro-entreprises /AGR - 1 expert en gestion des petites entreprises et un expert en technologie alimentaire, frais de fonctionnement ; communication, transport 	<p>VOIR BUDGET</p>

<p>A.2.1. Augmenter des lignes de crédit auprès des IMF ayant des performances satisfaisantes et une santé financière acceptable</p> <p>A.2.2. Renforcer les compétences de ces IMF et leurs agents et dirigeants</p> <p>A.2.3. Renforcer le réseau des guichets des IMF</p> <p>A.2.4. Sensibiliser les femmes sur le besoin de constituer leurs propres garanties et d'accumuler des ressources propres</p> <p>A.2.5. Développer de nouveaux produits financiers en collaboration avec les IMF dynamiques</p>	<p><u>Acteurs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - IMF partenaires opérant dans la région de Dosso - Association Nigérienne des institutions professionnelles de la microfinance (ANIP) pour A.2.3 - ONG (A.2.4) <p><u>Moyens :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Lignes de crédit - Sessions de formation pour les IMF à Dosso et à Niamey - Mise en place de systèmes de gestion informatique - Organisation des échanges et animation du réseau - Sessions de formation pour le DAP en vue de sensibiliser les femmes - Recherche et tests pour les nouveaux produits (warrantage, achat-vente d'équipements, crédit moyen terme, crédit individuel) 	<p>VOIR BUDGET</p>
<p>A 3.1. Réhabiliter les équipements installés dans la Phase I</p> <p>A 3.2. Mettre en place des équipements adéquats en vue d'alléger la pénibilité des tâches des femmes dans les villages d'extension</p> <p>A 3.3. Aménager des espaces collectifs pour les femmes</p> <p>A 3.4. Appuyer l'encadrement des comités de gestion</p> <p>A 3.5. Encadrement par les ONG</p>	<p><u>Acteurs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - CCPF - DAP - Entreprises locales <p><u>Moyens :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise d'ouvrage déléguée aux entreprises locales - Identification d'opérateurs économiques dans la région et Installation des équipements adéquats - Enveloppe pour la mise en place des équipements ADT - Enveloppe pour l'aménagement des espaces collectifs pour les femmes - Accompagnement des comités de gestion - Accompagnement des comités de gestion - Manuels de gestion 	<p>VOIR BUDGET</p>

<p>A.4.1. Assurer l'alphabétisation des femmes et des groupements et des membres de comités de gestion</p> <p>A.4.2. Organiser des sessions de formations de recyclage pour les groupements de la Phase 1</p> <p>A.4.3. Organiser des séances de sensibilisation/formation à l'endroit des groupements de femmes sur des thèmes spécifiques</p> <p>A.4.4. Diffuser la méthodologie « Groupes de recherche action » (GRA)</p> <p>A.4.5. Information sur les réalisations du programme</p> <p>A.4.6. Encadrement par les ONG</p>	<p><u>Acteurs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - ONG spécialisées en alphabétisation - Opérateurs prestataires de services sur l'approche PdT - DAP <p><u>Moyens :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Fonctionnement des centres d'alphabétisation - Sessions de recyclage dans les villages couverts sous ARMFD I - Sessions de formation dans les nouvelles villages - Sessions DPV - Formations en GRA - Contrat de prestations avec les radios de proximité - Film documentaire 	<p><u>VOIR BUDGET</u></p>
--	---	---------------------------

9 Matrice de monitoring complète

Le programme visait bien à régler des problèmes importants de la population cible.
Le cadre logique a toutefois été difficile à opérationnaliser car :

- Il y avait absence de cohérence entre le titre (Revenu monétaire) et les objectifs global et spécifique, plus ambitieux mais moins concrets (potentiel et position des femmes) ;
- Le « haut de cadre logique » est peu explicite et ne permet pas de bien différencier l'objectif général de l'objectif spécifique et OS.

Faute d'avoir établi une Baseline au démarrage du programme, une mission d'appui de la CTB a permis de définir, en avril 2011, une matrice d'indicateurs avec des valeurs cibles potentiels à renseigner. Cependant, en raison de la vacance du poste de chargé de Suivi et Evaluation ainsi que du manque de moyens impartis, la collecte de données permettant de renseigner les différents indicateurs n'a pu être réalisée. Pour ces motifs, le tableau relatif aux indicateurs n'a pas été intégré au présent rapport.
